



Des projets de terrain,
un plaidoyer au service
des paysans

**AGROECOLOGIE
ET DEVELOPPEMENT
DURABLE**



**ENSEMBLE,
CONSTRUIRE
UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL**

Ce rapport est le fruit d'un travail collectif au sein de la direction action et plaidoyer internationaux (DAPI) du Secours Catholique-Caritas France, en lien étroit avec nombre de ses partenaires. Une quarantaine de personnes y ont activement contribué ; qu'elles en soient toutes sincèrement remerciées. Le rapport a été coordonné par Jean Vettrano, avec l'appui essentiel de Jean-Noël Ménard et Vincent Minouflet.

Production : Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac, 75341 Paris, 01 45 49 73 00

Directeur de publication : Marc Laroche.

Conception graphique : Secours Catholique-Caritas France, direction de la communication

Photo de couverture : Lionel Charrier - MYOP / SCCF - Ethiopie, mars 2014.

Octobre 2016

TABLE DES MATIÈRES

L'agroécologie, une clé pour l'avenir !	4
Un mot, de multiples facettes	5
Des avantages certains	6
Les objectifs de ce rapport	7
1. Les conditions du développement de l'agroécologie	9
Intégrer pleinement les pratiques et les savoirs locaux	10
La garantie des droits fonciers est incontournable	11
Recommandations à destination des décideurs politiques sur les conditions essentielles au développement de l'agroécologie	12
2. L'agroécologie pour atteindre la souveraineté alimentaire	13
Des productions agricoles diversifiées et de qualité	13
Des paysans qui nourrissent leur territoire	16
Recommandations à destination des décideurs politiques pour l'atteinte de la souveraineté alimentaire grâce à l'agroécologie	17
3. Au cœur de l'agroécologie : protection et gestion durable des ressources naturelles	18
Environnement et ressources naturelles, bases de l'agroécologie	19
Des méthodes adaptées aux changements climatiques	22
S'opposer à la destruction des écosystèmes et à la spoliation des ressources	23
Recommandations à destination des décideurs politiques sur la protection et la gestion durable des ressources naturelles	24
4. L'agroécologie paysanne face aux modèles agro-industriels : des projets de société alternatifs	25
Travail, emplois et commerce : des formes d'organisations et d'échanges permettant une juste rétribution et un enrichissement mutuel	26
L'agroécologie pour bien vivre ensemble	29
La nécessité de l'action politique	32
Recommandations à destination des décideurs politiques pour la prise en compte des dimensions sociétales de l'agroécologie	33
Soutenir les paysans, premiers acteurs de l'agroécologie	34
Un rapport exploratoire	34
Une dimension socio-politique incontournable	35
Notes	36
Liste des principaux projets présentés dans ce rapport	44
Lexique	46



Bolivie, Puerto Rico, juillet 2013. Pépinière produisant des plants pour le développement de l'agroforesterie, appuyée par les agronomes du CIPCA.

© ÉLODIE PERRIOT / SCCF

L'AGROÉCOLOGIE, UNE CLÉ POUR L'AVENIR !

« Trouver les clés de l'agroécologie » nécessite « un effort collectif considérable et durable, comparable à celui déployé dans la conquête de l'espace. (...) L'avenir de l'humanité est certainement encore plus dépendant de ce programme que de celui des recherches en informatique, électronique et télécommunication.¹ » De fait, le responsable du développement rural de Caritas Kaolack (Sénégal), explique que passer à l'agroécologie nécessite de « conscientiser toutes les catégories socio-professionnelles pour promouvoir des pratiques qui ne soient pas en défaveur de l'environnement. (...) Nous soutenons et nous formons, avant de passer la main aux populations qui sont alors en autogestion. Nous faisons la promotion de l'humain. Il doit remplir sa mission pour vivre dignement.² » Ce travail est partout nécessaire. Dans l'Odisha, en Inde, l'ONG Manav Adikhar Seva Samiti (MASS)

soutient des systèmes agricoles paysans ainsi que la protection et la régénération des forêts, en donnant la priorité à une gestion durable des ressources naturelles. Elle travaille donc directement au renforcement des moyens de subsistance des populations : l'agriculture et les produits de la forêt sont les premières sources de revenus dans les campagnes indiennes. De plus, grâce aux techniques agroécologiques (dont le développement de composts organiques et de semences locales adaptées), les dépenses pour les engrais et autres pesticides chimiques sont évitées.

Pour l'essentiel, ce rapport traitera de l'agroécologie au travers des projets et réflexions de partenaires³ soutenus par le Secours Catholique - Caritas France (SCCF) dans les pays du Sud⁴. La diversité de leurs pratiques

PAROLES DE PARTENAIRES⁷

L'agroécologie selon Caritas Bangladesh

« L'agroécologie se réfère à des systèmes agricoles intégrés (associant culture, pêche, élevage et forêt) permettant aux paysans pauvres et marginalisés de développer une production durable, ainsi qu'une distribution et une consommation équitables, centrées sur la protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité grâce à un usage judicieux des ressources naturelles locales. »

L'agroécologie selon Caritas Man (Côte d'Ivoire)

« C'est un système de production agricole qui tient compte principalement de l'aspect écologique et environnemental. Cette agriculture est moins nuisible ou dévastatrice pour l'environnement, elle associe les fonctionnalités écologiques du milieu. »

L'agroécologie selon Caritas Mongolie

« L'agroécologie est un système de production [agricole] durable ayant un impact positif sur l'environnement. »

L'agroécologie selon le Centre de recherche et de promotion des paysans (CIPCA), Bolivie

« L'agroécologie est un modèle de production lié à l'environnement ; il est durable d'un point de vue social et économique et apparaît comme une alternative à la production agroindustrielle et aux impacts du changement climatique. Développé principalement par des petits producteurs à travers l'agriculture familiale et communautaire, ce modèle contribue substantiellement à la sécurité alimentaire au niveau local, national mais aussi international. »

répond à celle des territoires auxquels elles offrent autant de solutions locales pour des agricultures durables. Les notions d'autonomie (au sens *d'empowerment*), de pouvoir d'agir et de résilience, de même que la dimension sociale de tout développement, sont communes à ces initiatives. Ces dernières s'inscrivent dans la volonté plus globale d'un profond changement de nos systèmes agroalimentaires vers des systèmes agroécologiques diversifiés⁵.

L'AGROÉCOLOGIE UTILISE AU MAXIMUM LES RESSOURCES DE LA NATURE ET AU MINIMUM LES INTRANTS EXTÉRIEURS.

UN MOT, DE MULTIPLES FACETTES

Le terme d'agroécologie (aussi orthographié « agro-écologie ») est polysémique et il en existe de nombreuses définitions⁶.

L'agroécologie utilise au maximum les ressources de la nature et au minimum les intrants extérieurs (engrais et pesticides, c'est-à-dire insecticides, fongicides et désherbants). Elle favorise la biodiversité et fait appel à l'association de plantes diverses, complémentaires dans leur fonctionnement agronomique, à la mise en valeur de la matière organique (compostage), et à l'association agriculture/élevage. L'agroécologie comprend l'agriculture biologique⁸ ; elle s'en distingue parfois dans la mesure où elle peut recourir, dans certaines circonstances, à des

engrais ou pesticides (en quantité modérée). Le terme agroécologie recouvre en fait trois grands domaines :

- Une approche technique pour des activités de production agricole durable. Il s'agit d'utiliser de manière optimale l'écosystème local (la nature est « l'auxiliaire » de l'agriculteur), tout en visant à diminuer les pressions sur l'environnement et à préserver les ressources naturelles et leurs capacités de renouvellement.
- Un domaine d'observations et de recherches, pour les agronomes – littéralement, l'agroécologie est la science des écosystèmes agricoles – et d'autres scientifiques, des mécanismes naturels et des interactions au sein des agroécosystèmes. Il s'agit notamment de comprendre, développer et optimiser les techniques agroécologiques qui utilisent ces interactions.
- Un mouvement social qui promeut une agriculture fondée sur les principes de l'agroécologie : agro-biodiversité ; efficacité dans l'usage des ressources et circularité de leurs usages ; équilibres, régulations et synergies naturels.

L'agroécologie englobe donc des réalités multiples et de nombreuses pratiques, à des échelles variées, objets aujourd'hui de guides régionaux de plus en plus nombreux⁹. Les paysans agroécologistes favorisent et



Source : Grain de sel, n°63-66, juillet 2013 – juin 2014, p.35.

entretiennent une biodiversité bénéfique à leur activité par le choix d'associations culturales ou agro-sylvo-pastorales, en privilégiant le travail du sol par les vers et les bactéries, ainsi qu'en facilitant la maîtrise des ennemis des cultures par les auxiliaires (certains oiseaux, insectes, prédateurs). Les « déchets organiques » sont une ressource pour entretenir la fertilité des sols et améliorer leur capacité de rétention de l'eau. Le recyclage de la matière organique et de l'énergie permet le plus souvent d'éviter de recourir aux intrants chimiques. Le raisonnement se fait à l'échelle de l'ensemble de l'écosystème agricole et non sur des activités de productions prises séparément.

DES AVANTAGES CERTAINS

L'agroécologie est, au Nord comme au Sud, adaptée aux plus démunis¹⁰. Adel, partenaire palestinien du SCCF, a établi un tableau destiné à mettre en valeur l'intérêt de l'agroécologie. Il est basé sur l'expérience de la ferme de l'agricultrice Imane Turkuman de Naseryah, près de Naplouse. En voici un extrait :

Les différentes « valeurs ajoutées » de l'agroécologie résumées dans ce tableau rencontrent un large écho auprès de nos autres partenaires. L'Ocdi Dapaong (Caritas Togo, diocèse de Dapaong)¹¹, par exemple, met en avant les

AGRICULTURE INDUSTRIELLE	AGROÉCOLOGIE	VALEUR AJOUTÉE DE L'AGROÉCOLOGIE
Intrants très chers	Intrants moins chers et plus rentables pour les paysans	Agriculture comme activité plus rémunératrice
Épuisement des sols et perte de biodiversité	Amélioration des sols et de la biodiversité	Meilleure rendement à l'hectare
Gaspillage de grandes quantités d'eau	Quantités petites et limitées de l'eau	Utilisation optimale et conservation de l'eau
Pollution environnementale continue	Protège l'environnement de la pollution	Un environnement sain et sans danger
Dépendante d'un seul produit sur une unité de surface	Repose sur la diversité agricole sur une même unité de surface	Une certaine sécurité, en termes de revenus et de récolte
Dépendance vis-à-vis des entreprises étrangères pour les intrants	Indépendance vis-à-vis des entreprises étrangères	Indépendance financière pour les paysans et la patrie

avantages économiques avec l'augmentation, ou a minima la stabilisation, des revenus des ménages. Caritas Antsirabe (Madagascar) parle d'une accessibilité durable aux produits agricoles. Caritas Mongolie relève que les bénéficiaires des programmes développés entre 2010 et 2016 sont parvenus à cultiver cinq à six nouveaux légumes résistant à la période hivernale, ce qui leur a évité une consommation d'aliments (non frais) importés de Chine. L'agroécologie a également une forte dimension sociale, comme en témoignent les différentes expériences latino-américaines. Au-delà des bénéfices sociétaux observés par la mise en pratique de l'agroécologie via l'agriculture familiale et communautaire, les mouvements pour l'agroécologie portent aussi des revendications sociales et politiques, comme l'accès à la terre, le rôle de la production et l'accès au marché. De nombreux travaux¹² démontrent l'intérêt de l'approche agroécologique pour ouvrir la voie à des systèmes alimentaires durables.

Si l'agroécologie présente des avantages incontestables, elle se heurte également à un certain nombre de limites. Celles-ci ne seront pas traitées en tant que telles dans ce rapport. Indiquons cependant que la question des conditions de travail et de rémunération (abordées en partie 4) est centrale. Ainsi Ibrahim Coulibaly, vice-président du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Roppa) et président de la Coordination nationale des organisations paysannes du Mali (Cnop), fait remarquer : « L'agroécologie demande beaucoup plus de travail que l'agriculture chimique. Vous devez ramasser de la fumure organique, la faire décomposer, la mettre dans vos champs, il faut trouver des plantes qui agissent comme bio-pesticides, désherber à la main... Il faut par exemple 40 charrettes de fumure organique décomposée pour un hectare de terres. Alors qu'il vous suffit d'acheter et de transporter un sac d'engrais en agriculture chimique »¹³. La caricature, à la page précédente, permet d'illustrer ces difficultés.

Indiquons aussi que la phase de transition vers des modèles agroécologiques est souvent difficile et comporte des risques pour les paysans. « Comme les travaux les plus sérieux le soulignent, la principale difficulté est de gérer la phase de transition au cours de laquelle on enregistre une baisse de rendements. Les questions d'apprentissage sont à prendre très au sérieux. Il ne faut pas oublier que ceux qui se sont lancés

L'AGROÉCOLOGIE A ÉGALEMENT UNE FORTE DIMENSION SOCIALE.



Sénégal, région de Kaolack, 2014. Les femmes du village ont aménagé un jardin maraîcher qui leur permet de nourrir leur famille et de vendre le surplus.

© YVES LEFORT / SCCF

dans l'agroécologie jusqu'à présent étaient ceux qui avaient le plus envie de le faire, et donc ont fait preuve d'un grand dynamisme et développé les meilleures pratiques. La transition agroécologique ne pourra pas être imposée, il faut que les agriculteurs aient envie de s'y lancer et d'apprendre. »¹⁴ Il est néanmoins intéressant de constater que des « pionniers » se lancent dans l'agroécologie alors même que les politiques publiques privilégient d'autres modèles d'agriculture.

LES OBJECTIFS DE CE RAPPORT

L'action internationale du Secours Catholique - Caritas France (SCCF) passe en grande partie par un appui aux projets de ses partenaires locaux dans les pays du Sud. Ces projets visent à soutenir des populations vulnérables et à lutter contre les différentes formes de pauvreté et d'exclusion dont elles sont victimes. Sur les territoires ruraux¹⁵, ces populations sont les plus touchées par la faim et la malnutrition. Dans un tel contexte, les activités agricoles doivent non seulement les aider à assurer leur propre sécurité alimentaire, mais aussi à améliorer la gestion des ressources de leur territoire. Elles doivent également générer un développement économique, créer du lien social et de la solida-



Mali, Bamako, février 2016. Grâce à un barrage non loin, les puits ont suffisamment d'eau toute l'année.

© YVES LEFORT / SCCF

rité et, promouvoir les cultures et savoirs locaux. Ces activités participent d'une démarche de recouvrement de la dignité des personnes et des sociétés en situation de marginalisation ; elles contribuent à leur autonomisation.

Le présent document donne des exemples de pratiques agroécologiques et d'agriculture durable dans les projets des partenaires du SCCF¹⁶. Caritas Internationalis et Caritas Europa, ainsi que d'autres réseaux catholiques de solidarité internationale, comme la Cidse¹⁷ ou la Fimarc¹⁸, soutiennent des projets et portent un plaidoyer similaire. Ils visent d'abord à apporter un soutien aux agricultures familiales et paysannes¹⁹, qui, produisant les trois quart de l'alimentation mondiale, détiennent bien les clés de notre avenir. Ils s'inscrivent dans un mouvement bien plus large de nombreuses organisations et syndicats paysans, à commencer par La Via Campesina²⁰, et d'organisations non gouvernementales de tous types²¹. Ce soutien est plus que jamais nécessaire, comme l'affirme régulièrement le pape François devant l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) : « Il n'y a pas que l'eau, l'utilisation qui est faite des terres est aussi un grave problème. L'accaparement des terres cultivables

par des entreprises transnationales et par des États est une cause croissante de préoccupations. Non seulement les agriculteurs sont privés d'un bien essentiel, mais en outre la souveraineté des pays est directement atteinte. (...) Nous savons que la production alimentaire mondiale provient pour la plus grande partie des exploitations familiales. Il est donc important que la FAO œuvre au renforcement des associations d'agriculteurs et aux projets en faveur de l'agriculture familiale et qu'elle incite les États à réglementer sur une base équitable l'utilisation et la propriété des terres. »²² Comme son prédécesseur, Hilal Elver, l'actuelle Rapporteuse spéciale des Nations unies sur le droit à l'alimentation, plaide pour l'agroécologie car ce modèle, au-delà de ses atouts écologiques multiples, est plus à même de bénéficier aux paysans et populations rurales, et notamment aux femmes.²³

Le premier objectif de ce rapport est d'expliquer en quoi l'approche agroécologique sert les plus démunis et leur dignité inaliénable. Le second est de contribuer à la réflexion sur les options de développement agricole qui permettent réellement de faire reculer la faim tout en préservant notre « maison commune ». Cette réflexion s'articule

APPORTER UN SOUTIEN AUX AGRICULTURES FAMILIALES ET PAYSANNES, QUI, PRODUISANT LES TROIS QUART DE L'ALIMENTATION MONDIALE, DÉTIENNENT BIEN LES CLÉS DE NOTRE AVENIR.

autour de quelques recommandations, présentées à la fin de chacune des quatre parties du rapport, principalement à destination des États²⁵. En effet, même dans les États se prononçant en faveur de l'agroécologie,

l'écart reste grand entre les paroles et les actes²⁶, et beaucoup reste à faire. Les recommandations exprimées se basent sur le travail de nos partenaires, acteurs des pays du Sud, ainsi que sur les échanges nourris avec d'autres organisations, en premier lieu au sein de Coordination Sud²⁷. Un nombre croissant d'organisations de la société civile plaide en faveur de l'agroécologie comme la meilleure voie pour une agriculture et une alimentation durables au niveau mondial²⁸. A son échelle, ce rapport vise à poursuivre le dialogue sur la façon dont construire, au travers de l'agroécologie, l'avenir de la planète.

SUR LE MOT « PAYSAN »

Dans ce rapport, le mot paysan désigne celles et ceux qui vivent avec leur famille sur un territoire agricole dont ils tirent normalement leurs moyens de subsistance en pratiquant une agriculture de type familial, à moins qu'ils ne soient contraints à une forme de salariat (cas des « paysans sans terre » notamment). La majorité des paysans dans le monde sont des femmes : il faut donc lire « paysannes et paysans » à chaque fois que nous employons, pour plus de simplicité, le mot « paysan »²⁴.



© ÉLODIE PERRIOT / SCCF

Togo, Diocèse de Kara, février 2013.

1. LES CONDITIONS DU DÉVELOPPEMENT DE L'AGROÉCOLOGIE

À l'évidence, le développement de l'agroécologie ne peut être séparé des enjeux plus généraux de développement propres à chaque pays – ce qu'indique le titre de ce rapport, comme le précisait celui d'une publication collective de 2012 : *Agroécologie, une transition vers des modes de vie et de développement viables*²⁹. Ainsi, en Inde, Balasore Social Service Society (BSSS) maintient que pour que le débat sur l'agroécologie soit entendu par l'ensemble de la population, il faut absolument lutter contre l'illettrisme³⁰. Dans les projets soutenus par le SCCF, l'agroécologie s'intègre dans une démarche de développement rural plus globale, au service du droit à l'alimentation, avec lequel elle entretient des liens étroits. Dès 2010, Olivier de Schutter, alors rapporteur spécial

**L'AGROÉCOLOGIE S'INTÈGRE DANS
UNE DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT
RURAL PLUS GLOBALE, AU SERVICE
DU DROIT À L'ALIMENTATION**

des Nations unies sur le droit à l'alimentation, soulignait que l'agroécologie contribue à la mise en œuvre de ce droit fondamental. En effet : elle accroît la productivité au niveau local ; réduit la pauvreté rurale ; améliore la nutrition ; favorise la diffusion des meilleures pratiques via la participation des agriculteurs³¹. Au Vietnam, CENDI³², soutient cette analyse et affirme qu'il faut préserver cinq droits fondamentaux pour la souveraineté des moyens d'existence des populations : le droit à co-gouverner les ressources naturelles avec les autorités ; le droit à la terre, à l'eau et à l'air pur ; le droit à sa culture et ses croyances ; le droit à une vie selon sa conception du bonheur et du bien-vivre ensemble ; le droit à cultiver selon son savoir-faire.



Bangladesh, Gazipur (proche Dhaka), novembre 2015. Grâce à l'initiative d'une villageoise autodidacte, l'arboriculture a pu se développer en périphérie de la ville.

© FANNY DELGOUTTE / SCCF

Cette première partie insiste sur l'importance des savoirs et savoir-faire locaux (1.1) ainsi que de garantir les droits fonciers des populations locales (1.2). Ces deux éléments sont des conditions indispensables au développement de l'agroécologie.

INTÉGRER PLEINEMENT LES PRATIQUES ET LES SAVOIRS LOCAUX

L'agroécologie est intensive en savoirs et en main-d'œuvre ; elle s'inscrit dans une approche participative intégrant les pratiques et savoirs locaux³³. En la matière, rien ne se fera sans les paysans. « Dans les systèmes classiques, les conseillers diffusent un message mis au point par la recherche, relativement simple et surtout relativement uniforme quelle que soit l'exploitation. L'agroécologie suppose donc des évolutions importantes du fonctionnement de ce dispositif. »³⁴. Les agricultures paysannes, adaptées à leurs territoires, font au contraire appel à des savoir-faire complexes, issus de traditions locales trop souvent oubliées ou négligées. Dans la zone rurale des Andes péruviennes par exemple, des techniques ancestrales sont aujourd'hui réemployées, qu'il s'agisse de la construction de canaux d'irrigation ou de la mise en valeur différenciée des étagements permettant une production agricole accrue. Leur prise en compte dans les travaux scientifiques est indispensable ; elle nécessite une collaboration poussée sur

IL S'AGIT DONC DE FAVORISER LES ÉCHANGES DE SAVOIR-FAIRE AU SEIN D'UNE MÊME RÉGION ET ENTRE RÉGIONS.

le terrain entre paysans et ingénieurs. Les recherches sur les traditions et savoirs ancestraux, leur promotion et leur utilisation doivent figurer parmi les composantes des projets et ouvrent des pistes que les chercheurs peuvent explorer avec les moyens que leur donne la science. Les bénéficiaires des projets doivent donc être étroitement associés aux travaux de recherche et d'expérimentation : en agroécologie, le paysan est un acteur éclairé et non un exécutant. Pour répondre à des problématiques de dégradation du milieu, l'Ocdi – Caritas Dapaong (Togo) coordonne le partage d'expérience et des échanges entre paysans et scientifiques d'un centre de recherche spécialisé. Au-delà, la dimension horizontale d'échanges de savoirs et de pratiques est absolument indispensable : de paysans à paysans, de consommateurs à producteurs, etc.³⁵, comme c'est le cas au Bangladesh ou en Inde, avec la mise en place de « Farmers Field Schools » ou de parcelles de démonstration animées par des paysans locaux. Ceux-ci agissent comme personnes ressources et animent les échanges avec les autres paysans.

Au Pérou, l'Association pour les droits de l'homme (APRODEH) conduit un projet qui tend à ce que la mémoire historique devienne la base sur laquelle se développeront les activités productives des communautés de Toraya. Le travail porte notamment sur les savoirs agricoles qui ont contribué au maintien de la diversité des



Brésil, Etat de Rio de Janeiro, juin 2012. 33 familles occupent 2 hectares d'un terrain de 33 hectares appartenant à un grand propriétaire.

cultures andines. Sur la base des informations collectées, et grâce au renforcement des organisations communautaires³⁶, des pratiques traditionnelles et d'agriculture biologique sont réutilisées (d'autres éléments de ce projet sont développés au chapitre 4). En Asie, Caritas Bangladesh mobilise un large partenariat entre paysans, chercheurs d'universités et centres de recherches spécialisés afin de mener des activités de recherche-action sur les pratiques agricoles et la nutrition. L'objectif est de valoriser scientifiquement les savoir-faire mais aussi de les améliorer et de les diffuser dans d'autres régions au contexte climatique similaire. Il s'agit donc de favoriser les échanges de savoir-faire au sein d'une même région et entre régions. Ainsi, les expériences du symposium international de 2014 et des symposiums régionaux de 2015 (co-organisés par la FAO)³⁷ mériteraient d'être poursuivies et approfondies.

LA GARANTIE DES DROITS FONCIERS EST INCONTOURNABLE

L'agriculture paysanne est plus à même que l'agriculture industrielle de mettre en œuvre l'agroécologie, notamment parce que la rentabilité de cette dernière est différée. «La famille paysanne a intérêt à améliorer l'écosystème car sa propre reproduction sociale à long terme en dépend. Toutefois en situation de crise, elle pri-

LA GARANTIE DES DROITS FONCIERS DES PAYSANS EST UN PRÉALABLE ESSENTIEL À L'AGROÉCOLOGIE ET À TOUTE SOCIÉTÉ JUSTE.

vilégie sa survie immédiate et l'adoption de pratiques agroécologiques devient alors illusoire.»³⁸ Mais tout développement agricole nécessite une véritable sécurité foncière, et l'agroécologie, qui s'inscrit dans le temps, plus encore. Elle repose très largement sur la continuité de l'action des paysans et sur un investissement à long terme. Or, c'est d'abord par une concurrence impitoyable sur la maîtrise du foncier³⁹, de plus en plus rare dans notre monde « fini », que se manifeste le face-à-face entre l'agroindustrie et l'agroécologie paysanne. La garantie des droits fonciers

des paysans est donc un préalable essentiel à l'agroécologie et, au fond, à toute société juste. Pourtant, « depuis quelques années, on assiste à l'appropriation croissante par les États, les sociétés minières, les spéculateurs, les sociétés agroalimentaires et de puissantes élites locales des forêts, pâturages, côtes et autres ressources des communautés aux dépens de leurs propriétaires légitimes. »⁴⁰ Ces derniers sont souvent des paysans, qui ne maîtrisent pas les outils juridiques ni les réseaux permettant de faire face à ces acteurs puissants.

Au Sénégal, l'accaparement des terres est un phénomène répandu depuis une dizaine d'années. Dans la zone de Gossas (région de Fatick), plus de 10 000 hectares de terres agropastorales ont été accaparées par des investisseurs⁴¹. Au Brésil, le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), que le SCCF soutient depuis

de nombreuses années, milite et agit pour une réforme agraire populaire. Son travail s'inscrit dans une approche intégrale : l'accès à la terre s'accompagnant de la production, la coopération, la protection de l'environnement, l'éducation, les droits, la santé, l'égalité hommes/femmes... Il tend aussi à s'articuler avec tous les secteurs sociaux et leurs diverses formes d'organisations pour bâtir un vaste projet de société. Dans ce pays où l'agriculture industrialisée est dominante, et dispose d'une très large assise foncière, les impacts sur l'environnement et la santé causés notamment par les intrants agricoles sont fréquents et dénoncés par de nombreux acteurs de la société civile. Le MST élabore des alliances avec un ensemble d'acteurs de la société civile pour construire un modèle alternatif viable de production et de développement technologique, d'inspiration agroécologique. Il affirme d'ailleurs que la production agroécologique est un élément stratégique de la réforme agraire populaire. La garantie de la souveraineté alimentaire réside bien dans l'agriculture familiale : 70% des aliments consommés dans le pays viennent de l'agriculture familiale qui emploie 74% de la main-d'œuvre, qui n'occupe pourtant que 24% des terres cultivables⁴².

Les droits fonciers des communautés rurales vulnérables reposent généralement sur une tradition non écrite⁴³. Les populations autochtones⁴⁴ qui vivent dans les forêts, en Asie, en Amérique du Sud et en Afrique, sont particulièrement exposées à de multiples violations de ces droits. La recherche et la transcription de la tradition, le plaidoyer et les actions en justice sont les principaux moyens qu'emploient les partenaires pour faire valoir ces droits. La FAO a également souligné

récemment que la lutte contre les changements climatiques passe par une plus grande reconnaissance des populations autochtones, tout en pointant l'insuffisance des actions des différents Etats en la matière⁴⁵. Au Vietnam, différents projets de CENDI aident les minorités ethniques du bassin du Mékong à valoriser leur modèle traditionnel de gestion de la forêt et de la terre afin de faire valoir leurs droits fonciers et de préserver leur spiritualité. Malgré une loi foncière récente qui reconnaît leurs droits, la forêt est majoritairement gérée par des entreprises d'Etat et l'Office national de la forêt vietnamien, et le gouvernement

encourage le développement des plantations d'hévéas... Dans le même temps, près d'un tiers des terres sont en cours de désertification. L'un des projets doit permettre à plusieurs communautés H'Re d'obtenir

des titres communautaires d'usage de terres et de forêt, ou la reconnaissance d'un droit de cogestion. Pour y parvenir, les traditions sont documentées sur différents supports : cartes, description des ressources et des modes de gestion coutumiers, etc.

La garantie des droits fonciers, en particulier pour les groupes vulnérables, est un sujet majeur pour la direction action et plaidoyer internationaux du SCCF, et certains projets soutenus en ce domaine contribuent aussi à la promotion d'une agriculture durable. Les pratiques déployées, l'acquisition et la capitalisation de la connaissance du territoire, sont un investissement de long terme pour les paysans⁴⁶. L'agroécologie n'est donc pas envisageable si leur sécurité foncière n'est pas assurée, pas plus que leur souveraineté alimentaire que nous abordons dans la partie suivante.

LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES PASSE PAR UNE PLUS GRANDE RECONNAISSANCE DES POPULATIONS AUTOCHTONES

RECOMMANDATIONS À DESTINATION DES DÉCIDEURS POLITIQUES SUR LES CONDITIONS ESSENTIELLES AU DÉVELOPPEMENT DE L'AGROÉCOLOGIE

- Reconnaître et valoriser les savoirs et pratiques autochtones et locaux.
- Mettre en commun et diffuser les savoirs, pratiques et expériences concrètes des paysans. Cela repose notamment sur un dialogue entre les paysans eux-mêmes, avec leurs organisations, la société civile, et les organisations de développement agricole.
- Développer les liens entre la recherche scientifique et les paysans : recherche-action et implication de ces acteurs dans des plateformes, aux niveaux national et régional⁴⁷.
- Appliquer, dans les législations nationales, les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers, applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale⁴⁸.



Mauritanie, région du Brakna, mars 2013. Caritas Mauritanie appuie les coopératives villageoises de maraîchage en les dotant en matériel agricole, en intrants ou en système d'irrigation.

© XAVIER SCHWIBEL / SCSF

2. L'AGROÉCOLOGIE POUR ATTEINDRE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Dans l'idéal, les paysans peuvent se nourrir des produits de leur activité et tirer un revenu de la vente des surplus de leurs récoltes. La réalité est plus complexe, particulièrement pour les populations rurales pauvres des pays du Sud. Dans des contextes où les obstacles au fonctionnement d'une économie, ne serait-ce que logistiques, sont nombreux et se doublent de faibles ressources financières, la sécurité alimentaire devrait se fonder prioritairement sur les ressources disponibles sur le territoire. Or les exemples abondent de paysans appauvris jusqu'à devoir vendre leurs terres, après avoir été pris en tenaille entre l'endettement pour l'achat d'intrants ou de matériel et des récoltes mal valorisées⁴⁹. La monoculture souvent promue par les autorités a accentué la dépendance à une source unique de revenu.

Nous verrons dans cette partie que l'agroécologie favorise une diversification des productions

agricoles (2.1), qui augmente le rendement par unité de surface ainsi que la qualité de cette production. Parce qu'elle est intimement liée au développement local, elle consacre les paysans dans leur rôle nourricier et d'acteurs territoriaux de premier plan (2.2). L'ensemble de ces composantes concourt directement au renforcement de la souveraineté alimentaire des populations⁵⁰.

DES PRODUCTIONS AGRICOLES DIVERSIFIÉES ET DE QUALITÉ

Diversifier les productions est un impératif des pratiques agricoles durables, qu'il s'agisse de rotations culturales, d'associations végétales, d'association agriculture-élevage, d'agroforesterie, etc. Ces pratiques reposent sur les effets vertueux de la biodiversité et de la complémentarité des cultures. Elles permettent le



Bangladesh, région de Chittagong, décembre 2015.
Élevage de canards.

© CHARLES DE FOUCAUCOURT / SCOF

contrôle des ravageurs sans recours aux produits chimiques. Caritas Mauritanie développe ainsi l'utilisation de feuilles de neem⁵¹ dans le paillage pour limiter le risque d'invasion par les termites. De même, Caritas Bangladesh fait la promotion du paillage (avec des résidus agricoles comme la paille de riz et différentes feuilles, herbes et arbustes issus des plantations) : les sols résistent mieux aux sécheresses et inondations. Diversifier, c'est aussi répartir les risques entre plusieurs cultures. C'est enfin produire une alimentation variée, plus saine, favorisant l'équilibre alimentaire et nutritionnel des ménages⁵². L'association cultures-élevage permet, par exemple, la valorisation de plantes fourragères non consommées par l'homme et le recyclage des déjections animales en fertilisation organique d'une part, et des apports en protéines animales d'autre part. Pour Caritas Mauritanie, la qualité des aliments est l'un des principaux bénéfices de l'agroécologie. GSMI Birmanie⁵³ ajoute qu'en mangeant des produits de meilleure qualité, le bien-être des populations s'améliore.

DIVERSIFIER LES PRODUCTIONS EST UN IMPÉRATIF DES PRATIQUES AGRICOLES DURABLES, QU'IL S'AGISSE DE ROTATIONS CULTURALES, D'ASSOCIATIONS VÉGÉTALES, D'ASSOCIATION AGRICULTURE-ÉLEVAGE, D'AGROFORESTERIE. CES PRATIQUES REPOSENT SUR LES EFFETS VERTUEUX DE LA BIODIVERSITÉ ET DE LA COMPLÉMENTARITÉ DES CULTURES.

La grande majorité des politiques agricoles ont encouragé les monocultures commercialisables (café, cacao, coton, arachide, banane, riz...), évincant souvent des pratiques et des savoirs ancestraux fondés sur la diversité des productions. Cette évolution s'est faite au détriment d'une bonne gestion de la fertilité des sols et de l'autosuffisance alimentaire. Dans d'autres situations, le passage à des systèmes agricoles simplifiés

basés sur les céréales a aussi pu contribuer à une déficience en micronutriments dans beaucoup de pays en développement. C'est pourquoi de nombreux nutritionnistes « insistent de plus en plus sur la nécessité de disposer d'agroécosystèmes

plus diversifiés afin que les systèmes agricoles puissent eux-mêmes fournir des nutriments plus variés. »⁵⁴ Dans la région de Kaolack au Sénégal, l'accent était par le passé mis par les autorités sur la seule production de l'arachide. Caritas travaille depuis plusieurs années avec les paysans pour améliorer leur sécurité alimentaire (passant par une moindre dépendance à cette monoculture). Pendant l'hivernage, la culture de plusieurs céréales est encouragée. Pendant la saison sèche,

différentes activités sont promues : élevage, périmètres maraîchers, petits commerces... L'alternative aux engrais chimiques est favorisée, comme la production et l'utilisation de fumure organique. Pour lutter contre les maladies, les paysans sont formés à la fabrication de traitements naturels et ont une alimentation plus variée⁵⁵.

Au Mexique, dans les années 1990, la Caritas diocésaine de San Cristobal de las Casas (Chiapas) a commencé à apporter son soutien aux paysans, notamment confrontés à une perte de fertilité des sols et aux changements climatiques, en revalorisant la « milpa » traditionnelle mésoaméricaine. Ce système associe des cultures de maïs-haricots-citrouilles⁵⁶, mais peut aussi être associé au café ou au bananier avec des techniques d'agroforesterie. La milpa est au cœur d'une valorisation de la biodiversité, base de l'autonomie paysanne. Le projet, qui inclut la récupération de la mémoire alimentaire et agronomique des anciens, a permis la mise en place d'instruments de développement communautaires : référents techniques en agroécologie, banques de semences pour préserver la biodiversité, jardins communautaires pour la production médicinale... La sécurité alimentaire s'est renforcée via la formation des paysans aux différentes techniques de culture durable (préparation, protection et conservation des sols, pratiques phytosanitaires, élaboration d'engrais biologiques) et la diversification des cultures. Actuellement, le projet s'appuie sur ces acquis pour augmenter la production vivrière, y associant le petit élevage et susciter un partage d'expériences.

L'ASSOCIATION DE L'AGRICULTURE ET DE LA PISCICULTURE



Côte d'Ivoire, Kouissra (département de Man), février 2015. Bassin de rizipisciculture.

© LUIS URREGO / SCCF

En Côte d'Ivoire, la Caritas Man explique : « Les paysans construisent des étangs piscicoles en vue d'élever du poisson, mais ils y cultivent également du riz dans les parties peu profondes. Du zooplancton se développe autour de l'appareil végétatif du riz et sert de nourriture aux poissons. La pisciculture et la riziculture sont alors complémentaires et intégrées. Ces paysans sont amenés à ne plus utiliser des pesticides ou de l'engrais au risque de polluer l'eau et mettre fin à la vie des poissons. » Au Pérou, la Caritas Jaén a élaboré un système d'alternance, une année sur deux, entre riz et pisciculture. Dans ce contexte, les excréments des poissons constituent un engrais naturel.



Bangladesh, village de Chahai, février 2015.

© GAËL KERBAOL / SCCF

En Bolivie, les systèmes agro-forestiers mis en place par le Cipca (Centre de recherche et de promotion des paysans) en zone tropicale et en Amazonie, consistent en une savante combinaison de cultures annuelles ou de court terme (légumes, riz, bananes, cumanda, manioc, arachides, maïs, haricots, etc.), de plantes de moyen terme (cacao, copoazu, tamarin, pacay, mangues, café, avocats, noix de coco, majo, agrumes ; plantes médicinales : sang-dragon, copayer et sucuba) et de long terme (mara, cèdre, chonta fina, teck et noix du Brésil). Cela permet d'obtenir, dès la première année de mise en œuvre, une production tout au long de l'année, tout en préservant la couverture végétale et la fertilité des sols. La culture de ces plantes est associée à l'élevage de volailles et/ou de moutons, ou à la pisciculture. Les bénéfices obtenus du système agro-forestier se prolongent de nombreuses années, comme la coupe du mara qui s'effectue au bout de 40 ans.

DES PAYSANS QUI NOURRISSENT LEUR TERRITOIRE

Comme le rappelle Silvia Pérez-Vitoria, « l'agroécologie n'a de sens que si elle s'intègre dans un territoire. »⁵⁷ Au Bangladesh, depuis des décennies, les populations rurales attachent une grande importance aux bonnes pratiques agricoles. Ils utilisent notamment un système d'intensification du riz, proche du système de riziculture intensive (SRI)⁵⁸ : le riz est semé de telle sorte que la distance entre les plants soit suffisante pour éviter les possibles contaminations et un usage trop intensif de pesticides. Par ailleurs, ce système nécessite moins de plants et facilite les associations culturales dans les champs⁵⁹. En Afrique, Caritas Man a bénéficié d'un échange d'expériences avec Madagascar où s'est développée une riziculture intensive excluant toute utilisation d'herbicide. Des sarcluses mécaniques manuelles fabriquées localement sont utilisées et ont une bonne efficacité sur la gestion des mauvaises herbes. Les producteurs réduisent leur temps de désherbage, la pollution chimique est réduite, et les conditions sanitaires améliorées. Outre de meilleures conditions de travail, les paysans obtiennent de meilleurs rendements : leur autonomie alimentaire s'en trouve améliorée.

L'AMBITION D'UN DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE SUPPOSE AUSSI LA MAÎTRISE PAR LES PAYSANS DE LEUR ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE.

En Indonésie, SunSpirit travaille dans la région de Manggarai sur l'île de Florès, particulièrement pauvre et frappée par le dérèglement climatique et la déforestation. Les paysans manquent de formation, de capitaux et de débouchés commerciaux. Le projet propose un accompagnement complet à l'agroécologie, qui inclut la conservation des semences locales. La formation intensive de 30 jeunes pendant un an, l'envoi en stages plus ponctuels de 150 autres personnes, et le suivi individualisé de toutes les personnes formées créent un noyau de paysans « innovants »⁶⁰ qui peuvent diffuser leurs pratiques dans le voisinage. Un autre axe du projet porte sur l'accès des paysans formés à des prêts pour financer l'acquisition de matériel et diversifier les activités. Le projet combine donc, sur un territoire donné, impacts alimentaires (meilleur accès à une alimentation locale de bonne qualité), économiques (augmentation de la production agricole et du revenu des agriculteurs), et environnementaux (biodiversité croissante et réduction de la pollution). Au Mali, en 2015-2016, Caritas Bamako a constaté une nette augmentation des rendements des principales céréales cultivées (mil, sorgho et maïs) grâce à l'application de méthodes agroécologiques. L'effet est double, améliorant la sécurité alimentaire des ménages (dix mois de l'année sont couverts contre sept ou

DES SERRES AGROÉCOLOGIQUES EN MONGOLIE, UNE AVANCÉE VERS LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En Mongolie, l'élevage nomade est la base de l'alimentation. Source de revenu principale de près de 15% de la population, elle reste une activité complémentaire pour la plupart des familles. Mais depuis les années 1990, la forte augmentation du cheptel a provoqué surpâturage et dégradation des écosystèmes. Fragilisés, les éleveurs nomades sont de plus en plus nombreux à se sédentariser autour de la capitale, Oulan-Bator. Ces populations se retrouvent en état d'insécurité alimentaire et sont sujettes à d'importants risques cardiovasculaires, notamment en raison d'un régime alimentaire trop carné. Le projet de Caritas Mongolie introduit la production familiale de légumes sous serres solaires passives⁶², en utilisant des méthodes agroécologiques. Le travail collaboratif avec les familles impliquées leur a permis une excellente appropriation des techniques de construction, mais aussi de la préparation et de la consommation de légumes. Le succès de cette première étape peut se mesurer notamment par l'émergence d'une économie locale autour des légumes frais (cantines scolaires, marchés...). Cela constitue une avancée vers la souveraineté alimentaire du pays, qui reste très dépendant des légumes bas de gamme importés de Chine. Ce changement d'habitudes alimentaires et le choix de l'agroécologie visent la protection de l'environnement : limitation du cheptel et donc du surpâturage, moindre dégradation des écosystèmes de la steppe, réduction d'émissions de gaz à effet de serre (méthane). Au total, pour Caritas Mongolie : « L'agriculture et la production alimentaire sont à la base de la vie et de l'économie, et ont de multiples fonctions pour créer des sociétés vivantes. »



© PATRICK DELAPIERRE / SCDF

Bolivie, Riberalta, juillet 2013. La communauté Nazareth a pu bénéficier de 50 hectares au sein d'un système agroforestier.

© ÉLODIE PERRIOT / SCCF



huit auparavant) et générant un revenu (vente des excédents). De fait, l'ambition d'un développement rural durable suppose aussi la maîtrise par les paysans de leur environnement économique. Ce dernier doit permettre une mise sur le marché – d'abord local⁶¹ – des produits de qualité.

En Colombie, la région du Magdalena Medio est enclavée. Elle est le théâtre d'atteintes à l'environnement et d'accaparement de terres par des projets agroindustriels et miniers⁶³. Les pénuries alimentaires y sont chroniques, situation que l'ONG Programme de développement et de paix cherche à placer au centre du débat afin d'y remédier durablement⁶⁴. En travaillant avec la population, elle a développé la production agricole pour assurer la sécurité alimentaire dans la zone. Elle réalise maintenant un logiciel qui met en rapport lieux de consommation et de production ainsi que des aménagements logistiques. Il s'agit notamment de développer la capacité de planification agricole pour répondre aux besoins. Une des difficultés rencontrée est la concurrence de

RENFORCER LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AFIN QU'ELLES AIENT UNE INFLUENCE SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

l'aide alimentaire extérieure qui maintient le territoire dans une situation de dépendance. D'où l'importance d'impulser une dynamique aux niveaux local et régional pour sensibiliser la population et de renforcer les organisations de la société civile afin qu'elles aient une influence sur les politiques publiques dans ce domaine. Des outils de plaidoyer sont en cours de réalisation⁶⁵.

Caritas développement Kinshasa souhaiterait mettre en place un circuit organisé de consommation locale avec des produits de coopératives maraichères. De son côté, Caritas Mongolie avance que pour y parvenir, il faut soutenir davantage les organisations présentes sur place afin qu'elles mènent à bien leur propre processus de développement. Chaque fois, ce sont aussi des questions de justice spatiale qui sont posées⁶⁶. Ces aspects sont développés dans la dernière partie du rapport. Avant de les aborder, il faut insister dans une troisième partie sur ce qui est au cœur de l'agroécologie : la protection et la gestion durable des ressources naturelles.

RECOMMANDATIONS À DESTINATION DES DÉCIDEURS POLITIQUES POUR L'ATTEINTE DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE GRÂCE À L'AGROÉCOLOGIE

- Assurer la participation effective des organisations paysannes ainsi que d'organisations de la société civile dans l'élaboration, la mise en place et l'évaluation de toute politique publique les concernant.
- Intégrer l'agroécologie paysanne dans les politiques, lois ou programmes de développement rural, adaptés au contexte de chaque pays, et s'assurer que ces politiques soient mises en œuvre.
- Mobiliser des financements publics additionnels et spécifiquement orientés vers l'agroécologie paysanne. Simultanément, réorienter au profit de celle-ci les subventions destinées aux modèles agricoles industriels.
- Promouvoir l'agroécologie paysanne dans les espaces internationaux, en particulier au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale⁶⁷.



Bangladesh, février 2015. Grâce à la technique du paillage, le sol conserve son humidité et permet aux plantes de mieux résister aux périodes de stress hydrique et de sécheresse.

© GAËL KERBAOL / SCDP

3. AU CŒUR DE L'AGROÉCOLOGIE : PROTECTION ET GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

L'écologie est une question qui concerne d'abord les populations pauvres des pays du Sud. Pour la plupart d'entre elles, justice sociale et préservation de l'environnement vont de pair. Elles dépendent en effet bien plus directement de leur environnement que les populations riches⁶⁸. « Les quelque 1,2 milliard de personnes vivant encore dans l'extrême pauvreté, dépendent du capital naturel – la richesse provenant des activités liées à la nature – beaucoup plus que les riches. Les citoyens à faible revenu tirent près d'un tiers de leur richesse grâce au capital naturel, tandis que ceux à revenu élevé dépendent environ 4 fois moins du capital naturel. Les services écosystémiques, tels que les mangroves pour le filtrage de l'eau, et d'autres produits « non-marchands » peuvent représenter jusqu'à 47 % en Inde, jusqu'à 90 % au Brésil, du soi-disant « PIB des pauvres », ce qui souligne leur vulnérabilité à la pollution ou au changement climatique. »⁶⁹ L'agroécologie, parce qu'elle

place la gestion des ressources naturelles au centre de son action⁷⁰, sert d'abord la cause des populations locales pauvres. Caritas Mauritanie indique que l'un des principaux avantages de l'agroécologie pour les bénéficiaires de ses projets est l'amélioration de leur environnement ainsi que la réduction des risques d'intoxication, pour eux-mêmes et pour leurs animaux. L'Ocdi Dapaong et Caritas Man affirment également les bienfaits de l'agroécologie sur la santé des bénéficiaires avec la réduction des maladies dermatiques et endémiques.

PAROLES DU CENTRE DE FORMATION ET DE TRANSIT DES AGRICULTEURS MIGRANTS (CEFOTAM)⁷¹, À MADAGASCAR

« L'agroécologie responsabilise la communauté et permet aussi une gestion rationnelle des ressources. »

Dans cette partie, nous verrons comment l'environnement et les ressources naturelles sont à la base de l'agroécologie (3.1), et pourquoi cette dernière est particulièrement efficace dans la lutte contre les changements climatiques (3.2). Nous aborderons ensuite quelques moyens d'accompagner les populations dans la défense de leur écosystème et contre la spoliation de leurs ressources (3.3).

Avant de développer ces points, il nous faut insister sur les aspects culturels et spirituels intimement liés à l'environnement pour beaucoup de peuples (éléments qui seront également abordés dans la quatrième partie du rapport). L'environnement est fréquemment consubstantiel à leur société et à leurs croyances, et à ce titre « littéralement vital »⁷². Lors de l'atelier portant sur l'environnement et l'agroécologie du Forum mondial sur l'accès à la terre (FMAT)⁷³, une personne autochtone venant d'Indonésie rappelait ce fait, largement documenté par les anthropologues et souligné par nos partenaires des différents continents. Par exemple, pour les peuples autochtones soutenus par nos partenaires, les forêts ne sont pas uniquement l'objet et le cadre des savoir-faire agricoles et communautaires pour les villageois : elles sont dirigées par des esprits. Protéger les terres et les savoir-faire ethnobotaniques autochtones, c'est éviter de troubler les esprits de la forêt. Dans sa synthèse finale, le FMAT appelle d'ailleurs « à promouvoir la gouvernance des territoires par les populations qui y vivent (en particulier les peuples autochtones) en permettant aux communautés de définir les règles et les droits d'usage de leurs communs, et de mettre en œuvre les modes de vie les plus conformes à leurs choix techniques, écologiques, économiques et culturels ». Dans la zone andine d'Amérique du Sud, les mouvements autoch-

tones sont le plus souvent opposés aux projets miniers. Cette opposition tient évidemment au souci de se prémunir des pollutions multiples et des dynamiques d'accaparements de terres ; elle tient aussi à « la réaction contre la mise en péril d'un élément non humain conçu comme un membre [de leur] collectif : un lac, une montagne, une rivière, une grotte, un versant. »⁷⁴

ENVIRONNEMENT ET RESSOURCES NATURELLES, BASES DE L'AGROÉCOLOGIE

L'augmentation de la population d'une part, le creusement des inégalités et l'extension de modèles de consommation (et de gaspillage) insoutenables à l'ensemble du monde d'autre part, accroissent la pression anthropique sur le milieu naturel d'une manière inouïe. En matière agricole, il a été solidement établi que, dans les décennies à venir, de nombreuses nuisances environnementales liées à l'agriculture resteront fortes⁷⁵. L'impact environnemental de l'agriculture industrielle est et restera considérable. Les engrais industriels, pesticides notamment, et les techniques liées à leur emploi, sont des causes majeures de pollution de l'eau et de l'air, de pression sur la biodiversité et d'émissions de GES, sans oublier la dégradation de la fertilité des sols. Les populations vulnérables sont les premières à souffrir de ces dégradations environnementales⁷⁶. L'agroécologie est en mesure de nourrir le monde tout en répondant à ces différents problèmes, comme l'a montré le symposium international sur l'agroécologie pour la sécurité alimentaire et la nutrition organisé par la FAO en 2014⁷⁷. L'enjeu est bien de pratiquer une agriculture assurant « une bonne gestion des ressources naturelles, profitable à la

LES POPULATIONS VULNÉRABLES SONT LES PREMIÈRES À SOUFFRIR DES DÉGRADATIONS ENVIRONNEMENTALES

PAROLES DE SAGES

« La terre est sacrée. Elle est aussi la vie. (...) L'esprit de la forêt est ancré au cœur des comportements, des traditions, de l'identité et de la culture [des peuples autochtones]. »

V.H. Ho, Spirit forest of the Co Tu in Nam Dong district, Thua Thien Hue (Hue University), 2010.

« Dans un système de valeurs où la terre, le spirituel et l'écosystème s'entremêlent et se répondent, les échanges harmonieux entre les hommes et la nature au village de Vi O Lak sont alors source de bonheur chez les individus de la communauté. »

Livelihood Sovereignty and Village Wellbeing, H'rê people and the spiritual ecology – An approach to biological human ecology theory, 2015, Knowledge Publishing House, p.63.

population, respectueuse de la dignité humaine, et qui respecte en même temps l'équilibre de l'environnement. »⁷⁸.

Au Vietnam, dans son centre de recherche, CEN-DI propose aux paysans d'échanger et d'innover autour de leurs pratiques agricoles. Chaque groupe doit élaborer un projet de gestion intégrale de sa parcelle pour plusieurs années. Le terrain est divisé en parcelles déterminées par leur localisation dans un bassin versant, chacune des parcelles ayant une fonction propre : la forêt sacrée et la forêt « utilisable » évitent l'érosion des sols, la zone d'élevage enrichit le sol des terres agricoles en contrebas. L'idée est de combiner protection de l'environnement et augmentation de la production agricole familiale. A l'exception de la forêt sacrée, les parcelles sont gérées de manière à ce que les cultures soient complémentaires. A l'ombre des arbres, il est par exemple possible de cultiver du gingembre.

La lutte contre le déboisement et les feux de brousse sont des aspects très importants de la protection des ressources naturelles. À Bamako, au Mali, comme à Kaolack au Sénégal, Caritas encourage la création de conventions locales entre agriculteurs, éleveurs et chasseurs, sous l'autorité des communes. Les feux de brousse sont interdits, ou très limités, des couloirs de transhumance sont définis, de larges espaces sont mis en défend. Si la coupe du bois pour des besoins domestiques est autorisée, celle pour la vente est désormais interdite. Equipés de vélos, des agents communaux sensibilisent la population et sont autorisés à verbaliser les contrevenants. L'objectif est la préservation de l'environnement et la régénération du milieu naturel. Pour aider les familles à trouver

d'autres sources de revenus en saison sèche, la Caritas appuie en particulier la création de périmètres maraîchers, petit élevage ou commerce. Au Cambodge, l'association Non-Timber Forest Product (NTFP) s'attèle aussi à replanter des bambous et des arbres pour recréer l'équilibre de l'environnement et lutte contre la déforestation. Au nord du Bénin, dans la région de l'Atakora, montagneuse et peu fertile, la Caritas diocésaine de Natitingou travaille à la sensibilisation sur le déboisement mais aussi sur la reforestation. La méthode d'animation employée vise à responsabiliser chaque village dans la gestion durable des ressources, et implique toutes les générations. Les agriculteurs sont formés à des pratiques agroécologiques de restauration et de gestion de la fertilité des sols par apport de matière organique. Des pépinières sont installées dans chaque village pour fournir des plans pour la plantation d'arbres fruitiers et d'essences destinées à fournir du bois de chauffage. En

même temps, des foyers améliorés pour la cuisine, économes en bois et fabriqués localement font l'objet d'une opération de promotion auprès des villageois. Les enfants participent à la préservation de l'environnement et s'initient au maraîchage dans le cadre de jardins scolaires. Au nord du Pérou, les forêts de la région de Cajamarca sont menacées à cause du trafic de bois, de la présence de cultures illicites, des concessions minières et de l'absence des institutions publiques. Caritas Jaén cible la préservation et l'usage des ressources naturelles en vue d'améliorer la qualité et le niveau de vie des populations via des formations, un accompagnement technique sur les pratiques agroforestières par la mise en place de parcelles de démonstration, la plantation d'arbres forestiers et des installations de ruches.

FAVORISER TRÈS TÔT UNE PRISE DE CONSCIENCE ÉCOLOGIQUE

L'AGROFORESTERIE : ALLIER FORESTERIE ET AGRICULTURE AU SERVICE DES PEUPLES

On n'en finit pas de redécouvrir les bienfaits de l'agroforesterie. Dans un communiqué de presse de juillet 2016, la FAO relève en effet : « Alors que l'agriculture demeure la principale cause de déforestation dans le monde, il est urgent d'encourager des interactions plus positives entre l'agriculture et la foresterie afin de mettre en place des systèmes agricoles durables et d'améliorer la sécurité alimentaire. Tel est le message clé de la nouvelle édition du rapport de la FAO *La Situation des forêts du monde* (...). Les forêts jouent un rôle prédominant en matière de développement de l'agriculture durable, avec notamment le cycle de l'eau, la conservation de l'eau, le piégeage du carbone, des mécanismes naturels de lutte contre les ravageurs ou encore en influençant les climats locaux et en protégeant les habitats des pollinisateurs, ainsi que d'autres espèces. »

Voir le communiqué : *Comblant le fossé entre la foresterie et l'agriculture afin d'améliorer la sécurité alimentaire*, 18 juillet 2016, Rome.



© XAVIER SCHWIBEL / SCOF

Mauritanie, région du Brakna, mars 2013. Jardin maraîcher aménagé par une coopérative villageoise féminine.

D'autres projets contribuent au reboisement et à la mise en place d'un système de production durable de bois combustible⁷⁹. Ces activités de reboisement n'ont de sens que dans une lutte plus globale contre la déforestation.

Suite aux échanges avec les agriculteurs, Caritas Bangladesh a intégré dans ses projets de sécurité alimentaire des analyses des sols. Les prélèvements sont réalisés par les autorités locales sur chaque parcelle afin que les agriculteurs puissent savoir quel type d'engrais naturels utiliser pour augmenter la fertilité des sols. Cela leur permet d'utiliser au mieux les ressources locales. A Madagascar, on constate une baisse alarmante de la fertilité des sols. Depuis 2008, la commission sociale du diocèse de Farafangana, dans le sud-est du pays, lutte contre ce phénomène et la dégradation des conditions de vie des populations défavorisées. De même, la Caritas du diocèse d'Antsirabe a lancé une campagne de promotion d'activités de préservation de l'environnement auprès des jeunes, à commencer par les écoliers. Elle contribue à favoriser très tôt une prise de conscience écologique⁸⁰.

Un usage juste et avisé de la ressource en eau est également crucial⁸¹. Au Honduras, la pastorale sociale – Caritas Honduras (PSCH) intervient dans plusieurs régions rurales défavorisées du pays. Elle a obtenu de réels succès dans l'amélioration de la sécurité alimentaire en favorisant une bonne appropriation par les paysans d'une

technique d'irrigation économe en eau, grâce à des formations englobant de larges domaines autour de l'agriculture irriguée et de la gestion environnementale. En Mauritanie, dans le Brakna, région pauvre dont l'économie est essentiellement agropastorale, le développement de l'irrigation s'est fait avec l'utilisation de motopompes, la production de riz à usage alimentaire a été intensifiée grâce à des itinéraires techniques classiques fondés sur la mécanisation et l'utilisation d'intrants de synthèse. L'autosuffisance alimentaire a effectivement progressé, mais ce relatif succès pose des problèmes de pollution de l'eau. L'agroécologie est apparue alors comme un mode de riziculture alternatif efficace et durable. L'un des objectifs du projet est de renforcer la maîtrise des techniques agroécologiques par l'équipe d'accompagnement afin qu'elle puisse les diffuser auprès des bénéficiaires (producteurs rizicoles, maraîchers, de cultures de décrue, et les membres des comités de gestion des banques céréalières).

En Bolivie, dans le cadre de l'agriculture durable et résiliente pratiquée par le CIPCA (Centre de recherche et de promotion des paysans), est promue l'irrigation, en optimisant l'utilisation des eaux de surface grâce à des systèmes d'irrigation technicisée ou traditionnelle. Cette proposition appuie également la construction et l'exploitation de terrasses de formation lente, la mise en place de barrières vives pour éviter l'érosion et améliorer la fertilité des sols, la sé-

lection et la conservation de semences⁸² garantissant de meilleurs rendements et résistant aux ravageurs. Dans ces zones sont combinées la conduite agroécologique des cultures avec la construction de retenues d'eau et de serres, ainsi que des actions de reforestation.

DES MÉTHODES ADAPTÉES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le directeur de la Caritas diocésaine et développement de Natitingou témoignait, à l'occasion de la COP 21, de la difficulté des paysans béninois à s'adapter aux changements climatiques⁸³. De même, dans l'Odisha (Inde), l'ONG MASS soutient qu'il est essentiel de sensibiliser les paysans et les membres des communautés sur les impacts négatifs du changement climatique afin de les encourager à déployer des techniques agronomiques plus respectueuses de l'environnement. De son côté, le climatologue Jean Jouzel indique que « les régions les plus touchées doivent se poser des questions sur leur modèle agricole »⁸⁴. En fait, le questionnement sur les modèles agricoles, au regard du double défi de la faim et des changements climatiques⁸⁵, se pose partout. Les changements climatiques allongent la liste des défis auxquels doivent faire face les populations rurales des pays du Sud. Elles sont les premières impactées et les moins à même d'y faire face. En 2015, année de la COP21, d'innombrables études ont souligné ce fait. Hilal Elver, l'actuelle rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, y a par exemple consacré un rapport⁸⁶. Dans le préambule de l'accord de Paris, les Etats reconnaissent « la priorité fondamentale consistant à protéger la sécurité alimentaire et à venir à bout de la faim ».

Dans les pays du Sud, nombre de nos partenaires constatent une vulnérabilité accrue des paysans du fait des changements climatiques. C'est le cas de Caritas Maroc qui a décidé d'initier différents projets agroécologiques sur la période 2016-2019 dans le cadre de son programme d'appui à la société civile marocaine. Il intervient notamment dans la commune rurale de Kerrouchen, située dans le Moyen Atlas, où les familles qui se sont orientées vers l'arboriculture fruitière (pommiers, cognassiers et oliviers) depuis une dizaine d'années connaissent actuellement de graves difficultés.

L'un des objectifs des projets soutenus par le SCCF est d'accroître la résilience des populations pauvres face aux catastrophes et aléas climatiques⁸⁷. Pour la CADEV Niger, « l'utilisation rationnelle des possibilités offertes par les écosystèmes permet une augmentation de la résilience des communautés ». Il est ainsi possible de travailler sur les semences utilisées, en choisissant des variétés – locales, dans la mesure du possible – plus résistantes aux conditions locales (climat, relief, etc.) : Caritas Bangladesh propose des variétés de riz plus résilientes à la salinité de l'eau ou qui poussent sur des durées plus courtes ; BSSS des semences résistantes à la sécheresse. On peut aussi diversifier les cultures pour ne pas dépendre que d'une seule plante. Il est également possible, comme le fait Caritas Maradi, au Niger, de promouvoir la résilience et l'adaptation des populations aux changements climatiques. Leur programme soutient la production agropastorale familiale dans les régions de Tabalak et Kalfou. Il renforce notamment les capacités des communautés à prévenir les catastrophes et à réduire leurs impacts avec la mise en place de comités de gestion des risques dans les communautés vil-

lageoises et l'alphabétisation de leurs membres. Le Mali est également confronté aux changements climatiques. Caritas Bamako, comme les cinq autres Caritas dio-

DANS LES PAYS DU SUD, NOS PARTENAIRES CONSTATENT UNE VULNÉRABILITÉ ACCRUE DES PAYSANS DU FAIT DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.

césaines du Mali, mènent des programmes de développement durable. Ils comportent la réalisation d'aménagements hydrauliques (digues de retenues et puits de grand diamètre), la mise en place de conventions de gestion et de protection des ressources naturelles, et l'amélioration ou la revalorisation de techniques agricoles (création de fosses fumières et utilisation de fumure organique, vulgarisation de semences de variété à cycle court et résistantes aux aléas climatiques, de cordons pierreux pour l'infiltration de l'eau). Ils promeuvent la diversification des productions agricoles par le développement du maraichage et de l'élevage, forment des agriculteurs et des personnes ressources à des techniques agroécologiques favorisant la protection et la restauration des sols. Au-delà de l'investissement et de la diffusion de techniques, ces projets ont pour objectif d'aider les villageois à construire ou renforcer une vision prospective partagée du développement de leur territoire. Ils concourent aussi au renforcement institutionnel des organisations paysannes.



© ÉLODIE PERRIOT / SCOF

Congo, Pointe noire, avril 2012.
Le passage des camions pétroliers dans le village de Tchiminzi a entraîné la dégradation des terres agricoles et la pollution de l'eau.

S'OPPOSER À LA DESTRUCTION DES ÉCOSYSTÈMES ET À LA SPOLIATION DES RESSOURCES

Depuis des années, Humberto Ortiz, secrétaire exécutif de la commission épiscopale d'action sociale du Pérou, affirme la nécessité pour son pays – où s'est tenue la COP 20 en 2014 – de quitter un modèle dont l'industrie extractive est le centre⁸⁸. C'est bien la question du modèle de développement qui est posée, et le lien à la terre est évident : « La terre des pauvres du Sud est riche et peu polluée, mais l'accès à la propriété des biens et aux ressources pour satisfaire les besoins vitaux leur est interdit par un système de relations commerciales et de propriété structurellement pervers. » (*Laudato Si'*, §52). De nombreux partenaires du SCCF ont élaboré des réponses aux effets destructeurs sur des communautés rurales et sur leur milieu d'implantations agroindustrielles, d'exploitations minières du sous-sol ou de la forêt. Les atteintes aux droits humains et à l'environnement du fait des activités d'entreprises pétrolières au Nord du Pérou⁸⁹ ou au Congo Brazzaville⁹⁰ ont ainsi été longuement documentées et dénoncées. L'effet cumulé de la cupidité des investisseurs et de la faiblesse des États mène à la confiscation et au gaspillage des ressources naturelles au détriment des populations locales.

Au Guatemala, les peuples autochtones amérindiens sont particulièrement touchés par la pauvreté et l'exclusion, alors même qu'ils vivent sur des terres riches en ressources. La vallée du Polochic attire de nombreux projets agroindus-

triels (palmier à huile, canne à sucre) ou d'exploitation minière (nickel), qui génèrent de nombreux conflits fonciers avec les familles de paysans, majoritairement autochtones. Dans un premier temps, la pastorale sociale – Caritas diocésaine de la Verapaz a recensé les licences d'exploitation accordées à des entreprises minières pour informer les communautés concernées, puis analysé les études d'impact environnementales réalisées. Une stratégie en trois axes a ensuite été définie : renforcement de la production agricole par la mise en place de systèmes agroforestiers et l'utilisation des techniques agroécologiques ; reforestation des espaces communautaires pour

préserver la biodiversité et les ressources naturelles ; plaider et sensibiliser pour la protection de l'environnement.

Dans l'Etat d'Odisha, un des plus pauvres de l'In-

de, la moitié de la population est constituée de groupes tribaux et de groupes d'Intouchables qui vivent pour la plupart en-dessous du seuil de pauvreté. La survie de certains de ces groupes est liée à leur accès aux ressources de la forêt, droit en principe protégé par une loi forestière. En plus de développer des techniques agroécologiques et l'agroforesterie, l'ONG Manav Adikhar Seva Samiti (MASS) concourt à l'organisation de groupes forestiers avec des comités représentatifs qui sont accompagnés jusqu'à devenir capables de réclamer et d'obtenir l'exercice et la protection de leurs droits spécifiques sur la forêt. Par ailleurs, au Cambodge, NTFP (Non-Timber Forest Product), encourage les villageois des communautés autochtones à se rassembler pour lutter contre la destruction et l'accaparement de leurs terres. Ils se sont organisés en brigades pour protéger leur forêt⁹¹.

L'EFFET CUMULÉ DE LA CUPIDITÉ DES INVESTISSEURS ET DE LA FAIBLESSE DES ÉTATS MÈNE À LA CONFISCATION ET AU GASPILLAGE DES RESSOURCES NATURELLES AU DÉTRIMENT DES POPULATIONS LOCALES.

Au Pérou, les politiques d'Etat des deux dernières décennies ont favorisé des investissements importants d'extraction des ressources minières et énergétiques. Ces chantiers provoquent d'importants conflits sociaux et menacent gravement l'environnement et les populations les plus vulnérables. Un projet de Caritas Jaén s'efforce de pallier les défaillances des autorités et met en œuvre une stratégie de protection du milieu naturel qui mobilise plusieurs coopératives paysannes. Les communautés impliquées ont vulgarisé l'emploi de techniques agroforestières et agroécologiques, grâce auxquelles d'excellents résultats sont obtenus dans la culture du café. Cela leur a permis d'obtenir le label « commerce équitable », pour l'export de café et aussi de « cacao criollo » vers l'Amérique du Nord. Si les productions ont été diversifiées, la pression sur la ressource ligneuse reste excessive en l'absence de programme de reboisement. Or la protection de la forêt humide d'altitude est indispensable pour conserver la ressource en eau de la zone... Au-delà des résultats techniques quantifiables⁹², les actions de formation et de sensibilisation ont pour objectif de faciliter l'engagement citoyen qui devrait entraîner un recentrage des politiques publiques territoriales en faveur des habitants.

En Bolivie, la gestion intégrale des ressources naturelles promu par le CIPCA permet aux fa-

milles de rendre effectif l'exercice de leurs droits de propriété, de garantir la poursuite de leurs modes de vie, et surtout le contrôle de leur espace territorial. Cela renvoie au problème de la sécurité foncière [1.2], prérequis essentiel de la gestion territoriale, qui permet d'assurer une utilisation durable des ressources, une distribution équitable des bénéfices et la résolution des conflits sur les ressources naturelles.

Mauricio Lopez, secrétaire exécutif du Réseau ecclésial panamazonien (REPAM) témoigne

régulièrement de ce que vivent les paysans de la région amazonienne qui souffrent des changements climatiques et des abus liés aux industries extractives⁹³. C'est bien à

un changement de modèle de développement que ceux-ci nous convient. In fine, le SCCF et ses partenaires œuvrent à une société plus juste. Les projets ruraux soutenus répondent à cet enjeu par les choix qui sont proposés en matière de rapports entre l'homme et son territoire. L'agroécologie est aussi un moyen de structurer des communautés ; elle peut faire partie de choix sociaux et politiques plus larges, comme l'aborde la partie suivante. Il s'agit de donner aux communautés vulnérables les moyens de défendre de telles orientations, ainsi que d'améliorer le rapport de force en faveur de modèles de développement véritablement durables.

CES PROJETS ONT POUR OBJECTIF D'AIDER LES VILLAGEOIS À CONSTRUIRE OU RENFORCER UNE VISION PROSPECTIVE PARTAGÉE DU DÉVELOPPEMENT DE LEUR TERRITOIRE.

RECOMMANDATIONS À DESTINATION DES DÉCIDEURS POLITIQUES SUR LA PROTECTION ET LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

- Garantir les droits fondamentaux des populations, dont ceux des peuples autochtones, ainsi que leur accès à des ressources naturelles de qualité, à commencer par la terre et l'eau.
- Veiller à ce que la propriété collective et le rôle social et culturel de la terre et de l'eau (tous deux étant des biens communs) soient intégrés dans les politiques et les réformes agraires et foncières.
- Reconnaître et encourager les multiples fonctions écologiques et environnementales de l'agroécologie paysanne : fertilité des sols, eau, biodiversité, semences, ressources génétiques...
- Donner aux paysans les moyens institutionnels, scientifiques, techniques et financiers pour développer leur potentiel en matière d'adaptation et de résilience face aux changements climatiques.

Mongolie, Oyuntungalag,
avril 2015. Plants produits
sous serre.



© PATRICK DELAPIERRE / SCOF

4. L'AGROÉCOLOGIE PAYSANNE FACE AUX MODÈLES AGRO-INDUSTRIELS : DES PROJETS DE SOCIÉTÉ ALTERNATIFS

Les paysans des pays du Sud sont les premiers investisseurs dans l'agriculture⁹⁶. Pourtant, au niveau mondial, ce sont surtout les projets agro-industriels qui ont la faveur des autorités en place et qui constituent les modèles de référence pour les politiques publiques⁹⁷. De tels projets intéressent des investisseurs internationaux et peuvent générer des recettes pour l'État... mais à quel prix ? Ils commencent souvent par une implantation qui retire l'usage de la terre à ceux qui en vivent, réduit leur territoire et parfois les en chasse. Ils détruisent ou appauvrissent les écosystèmes, exploitent des ressources sans réelle préoccupation de les renouveler... Ces projets ont aussi pour objectif la production (banane et autres fruits, huile de palme, soja, riz, canne à sucre), mais en vue d'un écoulement sur des marchés auxquels les riverains n'ont généralement pas accès.

Contrairement à une idée reçue⁹⁸, ils ne sont pas une bonne solution pour résoudre les problèmes de sécurité alimentaire, puisqu'ils retirent à ceux qui auraient la capacité de l'assurer pour eux-mêmes les moyens de le faire, et bouleversent leur environnement. L'Encyclique *Laudato Si'* est tout à fait claire sur ce point (§129) : « il est impérieux de promouvoir une économie qui favorise la diversité productive et la créativité entrepreneuriale. Par exemple, il y a une grande variété de systèmes alimentaires ruraux de petites dimensions qui continuent à alimenter la plus grande partie de la population mondiale, en utilisant une faible proportion du territoire et de l'eau⁹⁹, et en produisant peu de déchets ». Dans ce même paragraphe, la dimension politique est elle aussi explicite : « Les autorités ont le droit et la responsabilité de prendre des mesures



Mongolie, région de Gobi, avril 2015. Coopérative agricole Altan Teush de la ville de Bigir.

© PATRICK DELAPIERRE / SCDF

de soutien clair et ferme en faveur des petits producteurs et en termes de variété de la production. Pour qu'il y ait une liberté économique dont tous puissent effectivement bénéficier, il peut parfois être nécessaire de mettre des limites à ceux qui ont plus de moyens et de pouvoir financier. Une liberté économique seulement déclamée, tandis que les conditions réelles empêchent beaucoup de pouvoir y accéder concrètement et que l'accès au travail se détériore, devient un discours contradictoire qui déshonore la politique. » Pour le partenaire indonésien SunSpirit for Justice and Peace, l'agroécologie s'inscrit donc dans la logique d'un mouvement social alternatif.

Cette dernière partie montre que l'agroécologie peut être source de progrès social. En effet, elle contribue à des formes de travail, d'organisations et d'échanges permettant une juste rétribution et un enrichissement mutuel des paysans (4.1). Elle permet le développement d'un modèle social alternatif (4.2). Le travail auprès des autorités pour expliquer et faire accepter le projet agroécologique est indispensable. Idéalement, ce plaidoyer est pris en charge par les populations elles-mêmes (4.3).

L'AGROÉCOLOGIE EST SUSCEPTIBLE D'OFFRIR UN TRAVAIL COMPLEXE, COMPLET ET DE QUALITÉ À MÊME DE PROMOUVOIR L'AUTONOMIE DES PAYSANS.

TRAVAIL, EMPLOIS, COMMERCE : DES FORMES D'ORGANISATIONS ET D'ÉCHANGES PERMETTANT UNE JUSTE RÉTRIBUTION ET UN ENRICHISSEMENT MUTUEL

En France, on ne peut que constater « l'impossibilité pour de nombreux jeunes de devenir agriculteur malgré des projets d'installation créateurs de richesses, d'emplois et structurant les paysages et la vitalité des territoires ruraux. A la place de cela, nous assistons à un plan social d'envergure dans l'agriculture et une concentration des exploitations, ce qui gonfle sans aucun doute les chiffres du chômage et participe également de la paupérisation d'une large part du milieu rural. Dans ce sens, l'avis qui s'annonce sur l'agroécologie devra poser une perspective pour notre modèle agricole et alimentaire. »¹⁰⁰ Cet avis du Cese trouve un écho dans les espaces ruraux de l'ensemble

de la planète, tant l'emploi – à commencer par l'emploi des jeunes – est une préoccupation mondiale.

L'agroécologie est susceptible d'offrir un travail complexe, complet et de qualité à même de



© PATRICK DELAPIERRE / SDCF

Mongolie, avril 2015.
Construction d'une serre dans le cadre du Programme de maraîchage sous serres.

promouvoir l'autonomie des paysans¹⁰¹. Elle permet une professionnalisation dans la durée et assure une stabilité plutôt que la seule recherche du profit. Parce qu'elle optimise les ressources disponibles localement, l'agroécologie est plus intensive en main-d'œuvre que les modèles agricoles conventionnels. Dans ces derniers, une part très importante de la valeur ajoutée peut être captée par l'amont – fourniture d'intrants, matériel, capitaux, énergie fossile – ou par l'aval – organisation de filière plus ou moins intégrée, commercialisation dépendant d'un marché fluctuant et oligopolistique, publicité... Lorsqu'une communauté s'organise pour fabriquer du compost, élever des lombrics, faire fonctionner des pépinières, elle crée des emplois¹⁰² au lieu de perdre une part de son revenu en achetant des engrais chimiques, des plants ou des semences brevetées. La création de petits ateliers d'élevage, du fait des associations cultures-élevage, suit cette même logique. « La plus grande intensité en travail permet généralement de mieux utiliser la force de travail familiale disponible qui tend à être sous-occupée une partie de l'année. Mais, elle peut aussi impliquer d'utiliser davantage de travailleurs dans l'agriculture. C'est pourquoi les systèmes agroécologiques facilitent le maintien,

PARCE QU'ELLE OPTIMISE LES RESSOURCES DISPONIBLES LOCALEMENT, L'AGROÉCOLOGIE EST PLUS INTENSIVE EN MAIN-D'ŒUVRE QUE LES MODÈLES AGRICOLES CONVENTIONNELS.

voire la création d'emplois agricoles, notamment dans les phases de transition qui requièrent des investissements spécifiques (construction de dispositifs de protection des sols, plantation d'arbres, etc.)¹⁰³.

Les emplois créés ne sont pas qu'agricoles, quand il s'agit de fabriquer sur place des fourneaux économes en bois, de construire des serres, ou encore de communiquer sur des produits locaux. De fait, le développement d'activités non agricoles

crée pour les ruraux de la richesse et du « mieux vivre » (voir la sous-partie suivante). Dans l'une des régions les plus défavorisées d'Éthiopie, au Nord du pays, la Caritas diocésaine du Tigray poursuit un programme visant à améliorer l'accès à l'eau,

promouvoir une agriculture durable et améliorer les conditions de vie des communautés vulnérables. Outre la réalisation d'infrastructures, l'accent est mis sur la formation des participants et des autorités, étroitement associés au projet, afin qu'ils deviennent porteurs d'initiatives à la fin de celui-ci. Cinquante femmes, proposées par des associations féminines, bénéficient d'une formation au petit entrepreneuriat, d'un capital de départ de 5 000 birrs (environ 228 euros) et d'un suivi régulier par le partenaire de leur projet. Elles

peuvent ainsi diversifier leurs revenus par des activités non-agricoles : production de boissons locales, ouverture de cafés, de petites échoppes et de restaurants.

Ces emplois peuvent être le support de l'autonomisation des individus. Dans les quartiers périphériques de Kinshasa, des femmes (souvent seules) pratiquent les cultures maraîchères afin de subvenir aux besoins de leurs familles. Elles sont pour la plupart sans emploi et cette activité est leur seule source de revenus. Le projet de Caritas Kinshasa les accompagne dans l'acquisition de la maîtrise des techniques agricoles, le développement de leur savoir-faire, et la commercialisation des produits¹⁰⁴. Plus de 800 femmes optent ainsi pour l'agroécologie (fabrication de bio-pesticides, formation à l'assolement et à la jachère...), l'organisation collective de la commercialisation. Elles peuvent non seulement poursuivre leur professionnalisation et améliorer leurs revenus, mais aussi devenir une force de proposition crédible pour les pouvoirs publics. De même au Bangladesh, ce sont fréquemment les cheffes de famille qui s'organisent entre elles pour commercialiser la production sur un marché local. Caritas Bangladesh facilite l'obtention d'un étal sur le marché où, après avoir récupéré les produits à vendre dans les villages voisins, elles les acheminent et les commercialisent pour limiter les frais intermédiaires. Cette action leur permet également de se valoriser en leur redonnant une place au sein de leur communauté¹⁰⁵. Dans ces différents cas, on a bien constitution de marchés innovants pour une agriculture durable¹⁰⁶. La reconnexion entre agriculture et alimentation peut être « propice au développement d'une démocratie alimentaire, dans laquelle les acteurs, citoyens, producteurs, artisans, etc.,

retrouvent les moyens d'orienter l'évolution des systèmes alimentaires vers des systèmes plus durables. »¹⁰⁷

Au Togo, le projet précédemment décrit promeut un modèle familial fondé sur le couple avec un rôle économique important pour chacun et sur l'adoption de pratiques agroécologiques. Ses résultats montrent qu'un tel mode de vie peut s'accompagner d'une rentabilité satisfaisante du travail.

Au-delà de la production, le contrôle de la mise en marché optimise le revenu des paysans : en s'organisant avec leur famille pour vendre directement sur les marchés locaux ou régionaux, les paysans valorisent leurs produits à leur profit au lieu de voir une partie de la valeur captée par des intermédiaires¹⁰⁹. Ils satisfont la demande d'un marché accessible, au lieu de se placer en situation de risque par rapport à des marchés fluctuants ou dominés par des opérateurs en situation quasiment monopolistique.

AU-DELÀ DE LA PRODUCTION, LE CONTRÔLE DE LA MISE EN MARCHÉ OPTIMISE LE REVENU DES PAYSANS.

Il existe d'innombrables initiatives élaborant des circuits de production et de consommation

plus justes, notamment au travers de leur raccourcissement et de l'établissement de marchés agricoles locaux. Dans le Sud du Brésil, un réseau (Rede Ecovida) réunit 180 municipalités et 2400 familles paysannes, adepte de l'agroécologie et des marchés solidaires resserrant les liens entre producteurs et consommateurs. La commercialisation d'une large gamme de produits passe par ce réseau : fruits et légumes, céréales, œufs et viande, lait, miel...¹¹⁰. L'organisation des paysans pour la mise en marché de leurs productions excédentaires est une composante essentielle des projets agricoles. En Birmanie, GSMI tente de mettre en lien les consommateurs

EN INDE, L'AGROÉCOLOGIE GÉNÈRE DES ROUPIES

Dans le village de Khamaral, un paysan a adopté une approche agroécologique, créant de multiples engrais biologiques à base de résidus organiques (dont ceux issus de sa cuisine). Son revenu a augmenté grâce à la vente de ses légumes d'une part et aux économies réalisées d'autres part puisqu'il n'a pas eu à acheter d'intrants chimiques. Il a prouvé par l'exemple l'efficacité de ces techniques. Un autre paysan, Murali, revenu au village après quelques temps d'émigration¹⁰⁸, s'est lui aussi initié aux procédés de l'agroécologie. Initialement, sa famille rejetait l'idée. Mais en trois ans, il en a prouvé l'efficacité, touchant mensuellement entre 7000 et 10 000 roupies. Ce succès a conduit le tiers des familles du village à adopter des pratiques similaires. Un réseau informel s'est constitué ; il est depuis devenu un cas d'école, repris par l'Institut de gestion de Bhubaneswar, par la FDH India Balangir, ainsi que par Caritas Suisse.



Burkina Faso, Kaya, août 2010.
Grenier d'une banque céréalière.

© ÉLODIE PERRIOT / SCCE

et les producteurs¹¹¹ avec un modèle proche de celui des AMAP (on parle localement de « green network » et de « green shops »).

Une organisation de type coopérative permet aux paysans de gérer eux-mêmes collectivement la mise en marché de leurs productions ; l'agroécologie peut leur permettre de réaffirmer leur lien au territoire et à l'environnement¹¹². Le soutien à l'organisation professionnelle intervenant dans la commercialisation des produits est un volet de nombreux projets soutenus. Ainsi, le projet d'appui à la sécurité alimentaire mis en œuvre par Caritas Mauritanie combine le soutien aux pratiques agroécologiques à un ensemble de structures collectives : coopératives rizicoles et maraîchères (pour l'achat et la vente groupées), groupements d'intérêt économique (pour la gestion des banques de céréales), comités de gestion (pour les infrastructures). L'organisation collective peut permettre l'obtention d'une marque collective¹¹³ protectrice de leurs intérêts. Il en est ainsi de labels « commerce équitable » ou des « symboles des producteurs paysans »¹¹⁴ qui indiquent au consommateur que le produit est issu d'une filière respectueuse de l'environnement et assure un revenu décent au paysan. Le succès dépasse parfois les résultats escomptés : entre 2009 et 2015, accompagné par le CIPCA (Centre de recherche et de promotion des paysans), une association de petits producteurs de bananes a pu multiplier ses revenus ; elle a obtenu la certification

commerce équitable en 2011¹¹⁵. Les paysans des pays du Sud peuvent aussi bénéficier d'autres marques, comme « issu de l'agriculture biologique » qui ne garantissent que les conditions de production¹¹⁶. Ces enjeux sont importants, comme l'a bien compris en Inde Balasore Social Service Society (BSSS) qui veut soutenir des programmes de sensibilisation sur les effets néfastes des produits agricoles faussement étiquetés « écologiques ». En Palestine, ADEL fait le lien entre agriculture équitable et agroécologie ; il intègre les questions de marketing à son action afin de valoriser les produits agroécologiques et d'obtenir un prix juste pour les paysans. L'un des critères de choix des paysans avec lesquels ADEL travaille est la motivation à participer à un projet collectif.

L'AGROÉCOLOGIE POUR BIEN VIVRE ENSEMBLE

Dans les Andes du sud du Pérou, dans la communauté de Toraya, l'Association pour les droits de l'homme (APRODEH) cherche à allier la réflexion sur les douleurs liées au conflit armé interne au pays (aujourd'hui terminé) et la projection dans l'avenir, au travers du développement d'activités agricoles. Ces dernières permettent de renouer des relations sociales et communautaires, alors qu'en parallèle s'effectue un travail de mémoire collective, telle la construction participative d'un mémorial. Estime de soi,



Bolivie, Puerto Rico, juillet 2013.

© ELODIE PERRIOT / SCOF

coutumes, traditions et connaissances locales sont revalorisées. Cet exemple témoigne de l'importance des innovations d'ordre organisationnel et institutionnel¹¹⁷, souvent négligées au profit d'une innovation étroitement techno-scientifique. Il témoigne aussi d'une quête du bien-vivre ; le bien vivre en espagnol ou well-being en anglais n'est pas un paradigme nouveau. Il renvoie à des cultures anciennes et à une longue réflexion sur le développement humain¹¹⁸. Il est une synthèse de processus centrés sur sa durabilité et ses aspects collectifs, où l'être est plus important que l'avoir¹¹⁹.

Les réflexions autour d'un meilleur vivre ensemble progressent sur tous les continents. En France, on peut lire sur le site du ministère de l'Agriculture : « Parce que l'agroécologie peut justement constituer une réponse concrète aux interrogations de la société en matière de modes de production, de santé, d'environnement, d'alimentation saine et sûre, de bien-être animal, d'aménagement des territoires, questionner notre agriculture, c'est nous interroger plus largement sur les modes de production, d'alimentation et de vivre ensemble que nous voulons en France, aujourd'hui et demain.¹²⁰» Pour Pierre Rabhi, l'agroécologie implique, in fine, de transformer la société et les territoires¹²¹. En Amérique latine, le bien vivre connaît un véritable succès depuis une dizaine d'années et ses liens à la terre sont évidents¹²².

Saïpe (Service agricole pour la recherche et la promotion économique) au Pérou s'attarde sur la promotion et le développement intégral des populations indigènes awajun et wampis en protégeant leur territoire, pilier dans l'équilibre de leur vie et de leur bien-vivre. Grâce au renforcement de la légitimité et de la représentativité de ces peuples dans les instances décisionnelles péruviennes, le bien commun et la diversité culturelle sont sauvegardés. Le projet attire ainsi l'attention du gouvernement sur le cadre de vie global de ces populations : un bien vivre, indissociablement environnemental et humain. En Bolivie, les valeurs partagées par les associations soutenues par le CIPCA ont en partie inspiré l'introduction de cette notion dans la Constitution. La Constitution équatorienne inclut quant à elle les droits de la nature, évoquant l'idée que la vie ne se réduit pas aux seuls êtres humains. Le « bien-vivre » ne se limite cependant pas au continent latino-américain. Certains de nos partenaires suivent la réflexion menée au Bhoutan depuis une dizaine d'années sur ce sujet¹²³.

L'agroécologie participe bien des solutions à même de nous permettre d'« habiter autrement la Création » : « Une partie des bouleversements environnementaux en cours sont irréversibles. Ils sont peut-être aussi le « moment opportun » (...) pour construire autre chose et redéfinir ensemble ce qu'est une « vie bonne » ! De nou-

velles manières de faire, de s'organiser, de se déplacer, d'habiter, de consommer, de produire, de vivre ensemble...»¹²⁴ Il faut donc « changer les mentalités », selon Caritas Bangladesh, car pour le moment, des agriculteurs pauvres et marginalisés se rallient encore à la logique du « produire plus » basée sur l'usage d'intrants chimiques. Comme le fait remarquer ADEL, en Palestine, la peur de s'exposer à des risques élevés (insectes nuisibles, maladies, etc.) lors de la phase de transition vers des pratiques agroécologiques paralyse beaucoup de paysans. Ces risques ne peuvent-ils pas être mutualisés ? Le mouvement agroécologique n'apporte pas uniquement de nouvelles techniques agronomiques, il remet en question le rapport à la production, ainsi que les rapports entre production, commercialisation et consommation¹²⁵. ADEL relève que l'agroécologie renforce les liens entre agriculteurs et consommateurs. Et partout la culture de la terre peut favoriser la citoyenneté¹²⁶. Parce qu'une agriculture agroécologique est indissociable d'une gestion du territoire impliquant ses occupants, elle contribue aussi à structurer les sociétés rurales (et urbaines¹²⁷) et à créer du lien social. Dans l'idéal, elle favorise le vivre ensemble.

Le mouvement agroécologique refuse l'uniformisation du monde et propose des modèles de sociétés où les humains et la nature cohabitent dans un état de bien-être. Il ne s'agit pas uniquement de repenser le système alimentaire ; il s'agit aussi de repenser notre rapport à la nature et notre vision de la société. Evoquer l'agroécologie sans sa dimension sociale serait alors une erreur¹²⁸. Elle permet par exemple de préserver des modèles autochtones de vie en société. CENDI nous présente, à travers son étude anthropologique sur la communauté des H'rê vivant au centre du Vietnam, un système villageois basé sur le bien-vivre ensemble et la paix. On observe qu'il existe un réel désir chez l'individu H'rê de se comporter correctement envers la nature et envers ses voisins : selon CENDI, « le respect de l'esprit de la forêt (...) facilite la coopération et maintient la paix, [...] il crée un espace de liberté tout en développant le sens du collectif ». Développer l'agroécologie protège l'environnement, y compris spirituel, dans lequel vivent ces populations, comme le souligne CENDI. L'association explique le concept

LE MOUVEMENT AGROÉCOLOGIQUE N'APPORTE PAS UNIQUEMENT DE NOUVELLES TECHNIQUES AGRONOMIQUES, IL REMET EN QUESTION LE RAPPORT À LA PRODUCTION, AINSI QUE LES RAPPORTS ENTRE PRODUCTION, COMMERCIALISATION ET CONSOMMATION.

de « vacances pour la terre »¹²⁹, qui illustre l'état d'esprit bienveillant des populations autochtones envers la nature. L'agroécologie épouse alors les pratiques et croyances des populations envers les produits qu'elles utilisent – ce que CENDI nomme « écologie spirituelle ». Dans le village de Vi O Lak des H'rê, le riz a une place tant matérielle que spirituelle. Il ne faut donc ni le remplacer, ni modifier les rites s'articulant autour de son agriculture (rite de la plantation, rite de l'eau, rite de la forêt) pour ne pas contrarier l'esprit de la nature qui permet au village de se nourrir. Cela étant dit, les communautés demeurent ouvertes à l'introduction de nouvelles espèces de riz, tant qu'elles n'offensent pas cet esprit. Sur un autre plan, pour les H'rê lorsque surgit un problème au sein du village, les habitants se rassemblent pour trouver des solutions. Il existe un lien fort entre l'écosystème spirituel, les lois coutumières et le leadership villageois. Par ailleurs, CENDI observe que chaque individu du village est responsable et participe activement à la vie agraire, communautaire, écologique et spirituelle du village. Le partenaire estime que ce devoir de responsabilisation¹³⁰, entretenu par chaque individu, devient la joie quotidienne de l'ensemble de la communauté. En effet, le villageois, responsable et garant de la loi coutumière, éprouve un état de satisfaction lorsqu'au quotidien, il voit que l'harmonie du village est préservée grâce à lui.

PAROLES DE CARITAS

L'agroécologie permet « une harmonisation de la communauté et donc une amélioration du réseau social » (Caritas Antsirabe et Diocèse Vert de Farafangana) par une « culture de la conscience environnementale » (Caritas Bamako).

Dans la majorité des projets présentés dans ce rapport, la dimension communautaire – au sens large d'une communauté de vie et d'expériences sur un territoire – est essentielle. De fait, promouvoir un vivre ensemble harmonieux suppose une démarche collective. Dans l'exemple des activités des maraîchères de Kinshasa, l'organisation en association et en coopérative améliore la capacité du groupe à être un interlocuteur reconnu bien au-delà de son quartier¹³¹.

LA NÉCESSITÉ DE L'ACTION POLITIQUE

Comme le souligne le pape François dans *Laudato Si'* : « l'action politique locale peut s'orienter vers la modification de la consommation (...) et la programmation d'une agriculture diversifiée avec la rotation des cultures. Il est possible d'encourager l'amélioration agricole de régions pauvres par les investissements dans des infrastructures rurales, dans l'organisation du marché local ou national, dans des systèmes d'irrigation, dans le développement de techniques agricoles durables. On peut faciliter des formes de coopération ou d'organisation communautaire qui défendent les intérêts des petits producteurs et préservent les écosystèmes locaux de la déprédation. Il y a tant de choses que l'on peut faire ! » (§180) Mais rares sont les gouvernements qui font confiance à leurs paysans¹³². Dans le cadre de modèles de développement encore tenaces aujourd'hui, les services officiels de vulgarisation étaient chargés de diffuser des techniques « modernes » qui servaient des politiques agricoles exogènes et déconnectées des territoires et des acteurs locaux. SunSpirit for Justice and Peace dénonce, aujourd'hui encore, les politiques de sécurité alimentaire indonésiennes, qui obligent – parfois à l'aide des forces armées ! – les agriculteurs à augmenter leurs productions en ayant recours aux intrants et pesticides chimiques.

Généralement dispersées, les communautés rurales sont vulnérables et ont peu de poids politiques, malgré des progrès notables dans la structuration des sociétés civiles et des organisations paysannes dans beaucoup de pays du Sud. A l'inverse, les porteurs de grands projets agroindustriels, miniers ou touristiques ont facilement l'oreille des pouvoirs publics¹³³. De nombreux rapports ont par ailleurs documenté la concentration du pouvoir au sein des systèmes agro-alimentaires¹³⁴. Une action de nature politique est donc nécessaire, au moins pour rétablir un certain équilibre. L'objectif de faire émerger des membres des groupes vulnérables à même de porter un plaidoyer en faveur de leur mode de vie et de leurs valeurs est souvent présent dans les projets soutenus par le SCCF. Toute action doit en effet pouvoir être explicitée et promue au niveau des instances décisionnelles. Ce sont sur celles-ci qu'il

faut faire pression, rapporte notre partenaire birman GSMI. Selon lui, si les gouvernements portent leur intérêt vers les grands centres de développement, et qu'ils adoptent des politiques en faveur des OGM et des technologies dites de pointe, les paysans seront mis à mal. A l'inverse s'ils commencent, avec l'appui des organisations internationales et d'une partie de la communauté scientifique, par promouvoir les savoirs locaux et encouragent les paysans, c'est alors l'intérêt général qui en bénéficie.

La prise de responsabilité dans un cercle plus large de vie citoyenne – locale, régionale ou nationale – par des représentants d'un groupe vulnérable est importante pour son pouvoir d'agir et sa dignité. L'identification de leaders et de « pionniers » est un moyen efficace pour diffuser une démarche agroécologique. Certains paysans en démontrent l'intérêt et la pertinence par leurs succès. Dans un projet ciblé sur des populations vulnérables au Tchad, la sélection des bénéficiaires tient compte non seulement de leur vulnérabilité mais aussi de leur potentiel d'autonomisation et d'effet-levier au sein des communautés. Le fait de s'associer permet aux paysans de pouvoir influencer la politique locale et régionale. D'un côté, l'influence provient des bons résultats de leur approche agroécologique ; de l'autre côté, des revendications et de leur participation directe à la prise de décision dans les instances politiques. Le CIPCA Pérou a ainsi développé de solides relations institutionnelles avec des acteurs économiques et politiques. Ses membres se sont engagés auprès d'une plateforme de concertation du développement rural et leur présidente a été élue conseillère municipale. Des infrastructures rurales, à commencer par les routes, ont été améliorées grâce à cette initiative.

Depuis plusieurs années, la Bolivie mène en principe une politique favorable aux peuples autochtones et aux paysans (en leur assurant notamment l'accès à la terre) et en termes de développement durable. Cependant, l'Amazonie bolivienne est le théâtre de grands projets (déforestation avec progression de l'agro-industrie, implantation d'industries extractives, grands barrages) qui bouleversent les conditions de vie et l'organisation sociale des populations locales. L'action du Cipca vise depuis l'origine à asseoir la sécurité alimentaire de ceux-ci, en s'appuyant sur les principes de l'agroécologie, plus spé-

**FAIRE ÉMERGER DES MEMBRES
DES GROUPES VULNÉRABLES
PORTANT UN PLAIDOYER
EN FAVEUR DE LEUR MODE DE VIE
ET DE LEURS VALEURS.**

cifiquement l'agroforesterie. Il fait la promotion d'un développement durable et équitable, démocratique, interculturel et participatif. Le Cipca met en œuvre une politique intégrée appelée « proposition économique-productive » (PEP), reposant sur la diversification des productions par le développement d'activités agro-sylvo-pastorales, la transformation et la commercialisation des excédents non consommés. Les connaissances locales sont valorisées et complétées notamment par des échanges d'expériences ; les organisations économiques sont renforcées et appuyées (formation à l'exercice des responsabilités et accompagnement technique). Cette approche s'est traduite par une amélioration de la situation des populations locales, aux plans politique (participation accrue, meilleur contrôle social), économique et social (amélioration de la condition féminine et de la situation des jeunes, développement de l'éducation, de l'accès aux soins de santé). Leur action se poursuit et vise à peser davantage sur les politiques publiques touchant à la souveraineté alimentaire. Des propositions de politiques en faveur du développement rural intégral durable et de l'environnement ont été élaborées et soumises par différentes organisations paysannes et autochtones aux autorités politiques locales comme nationales. Certaines de ces propositions ont été prises en compte. Les organisations accompagnées par le CIPCA sont ainsi force de proposition. Ces avancées sont encourageantes.

LA PRISE DE RESPONSABILITÉ DANS UN CERCLE PLUS LARGE DE VIE CITOYENNE — LOCALE, RÉGIONALE OU NATIONALE — PAR DES REPRÉSENTANTS D'UN GROUPE VULNÉRABLE EST IMPORTANTE POUR SON POUVOIR D'AGIR ET SA DIGNITÉ.

Cependant, les autorités laissent aussi s'implanter de nombreux projets agroindustriels pour la production de soja ou d'huile de palme. Il est même envisagé d'étendre encore l'espace où ces cultures pourront se développer, par un déplacement du front agricole... La poursuite d'un travail sur le modèle agroécologique, indissociable de la PEP, y reste donc essentielle.

Un modèle rural fondé à la fois sur l'agroécologie et l'agriculture familiale présente de nombreux atouts, et pourrait l'emporter si le rapport de force entre ses partisans et ses adversaires se trouvait rééquilibré. Au-delà du plaidoyer local, la démarche en faveur de l'agroécologie et d'une agriculture durable et familiale s'insère logiquement dans la promotion d'une société plus juste, dans laquelle les ressources sont accessibles aux plus pauvres¹³⁵. Au final, « la démarche agroécologique bouleverse les imaginaires liés au « progrès ».

Elle interroge le désir de consommation qui attribue à la marchandise une vertu libératrice. (...) Toute la démarche suppose que les arbitrages économiques (de l'itinéraire technique de production jusqu'aux modes de valorisation et d'échange) soient subordonnés à un impératif d'intérêt général : la viabilité des agroécosystèmes et des sociétés humaines. Cette viabilité est une qualité et un bien commun et, comme telle, elle relève d'une délibération démocratique. »¹³⁶

RECOMMANDATIONS À DESTINATION DES DÉCIDEURS POLITIQUES POUR LA PRISE EN COMPTE DES DIMENSIONS SOCIÉTALES DE L'AGROÉCOLOGIE

- Favoriser la commercialisation des produits issus de l'agroécologie paysanne, notamment dans le cadre des régulations nationales et l'organisation des marchés, en priorisant les circuits courts et les produits de qualité.
- Soutenir la juste rémunération des paysans, notamment via le commerce équitable issu de l'agriculture paysanne.
- Fonder le développement de toute agriculture durable sur la notion de « travail décent dans l'économie rurale » telle qu'elle est développée par l'Organisation internationale du travail (qualité des emplois, droits au travail, protection sociale, renforcement des organisations paysannes).
- Créer et mettre en œuvre des régulations plus exigeantes (normes environnementales et sociales, restriction de la concentration foncière) permettant à l'agroécologie de se développer en réduisant la progression des monocultures industrielles.



Sénégal, région de Kaolack, février 2011. La mise en place d'une retenue d'eau a permis aux habitants d'améliorer leurs revenus grâce à l'élevage de poissons.

© ELODIE PERROT / SCCF

SOUTENIR LES PAYSANS, PREMIERS ACTEURS DE L'AGROÉCOLOGIE

UN RAPPORT EXPLORATOIRE

Le chanteur Tiken Jah Fakoly le répète souvent : « l'agriculture, c'est la base de tout »¹³⁸. Et il s'agit bien, à travers l'agroécologie, de prendre soin de notre terre, comme Sukleash Georges Costa, de Caritas Bangladesh, l'appelle de ses vœux¹³⁹, ainsi que de permettre à chacune et chacun un accès digne à une alimentation de qualité. Mais de tels changements ne se décrètent pas. Ils nécessitent une construction patiente et un travail de fond au niveau des pratiques agricoles et alimentaires de nos sociétés. Le SCCF s'engage dans et pour cette démarche, en apprenant à mesure qu'elle se déploie. Il le fait d'abord à travers le soutien aux paysans des pays du Sud¹⁴⁰, premiers acteurs de l'agroécologie. Il lui apparaît également nécessaire de développer des partenariats avec les instituts de recherche et les universités, ainsi que d'autres organisations de

la société civile et les acteurs sociaux afin de donner à ce mouvement une ampleur et une portée qui dépassent la multitude des projets soutenus¹⁴¹. Comme le relevait Caritas Europa, « il est encourageant de constater qu'un large éventail d'experts, de rapports de haut niveau et d'évaluations souscrivent aux multiples avantages sociaux et environnementaux de l'agroécologie (...). Il a largement été démontré qu' [elle] profite grandement aux petits producteurs et à l'environnement, sur tous les continents »¹⁴². Beaucoup se retrouvent sur ce constat. Dans son second rapport, le panel international d'experts sur les systèmes alimentaires (IPES-Food selon son acronyme anglais), think tank indépendant coprésidé par Olivier De Schutter et Olivia Yambi, appelle à un changement de paradigme en faveur de systèmes agroécologiques diversifiés¹⁴³. Si des initiatives voient le jour partout dans le monde, une action politique forte est nécessaire



© ÉLODIE PERRIOT / SCCF

Sénégal, région de Kaolack, février 2011. Le village de Ndayar a mis en place des banques céréalières en lieu sûr. Les céréales peuvent leur être vendues à des prix abordables en période de soudure (période entre deux récoltes) et éviter les pénuries.

afin de leur donner une dimension systémique et une cohérence d'ensemble.

UNE DIMENSION SOCIO-POLITIQUE INCONTOURNABLE

Ce rapport adresse seize recommandations – quatre pour chacune des parties – aux décideurs politiques, indiquant clairement dans quel sens aller en matière d'agriculture durable. Ces recommandations se basent sur les expériences et savoirs de nos partenaires des pays du Sud. « L'agroécologie est politique » déclaraient les participants au forum international pour l'agroécologie de Nyéléni (Mali), au sens où elle nécessite de changer les structures de pouvoir défavorables aux paysans¹⁴⁴. Olivier De Schutter la décrit en effet comme « un mode de développement agricole qui n'entretient pas

seulement des liens conceptuels solides avec le droit à l'alimentation, mais qui a aussi produit des résultats avérés, permettant d'accomplir des progrès rapides dans la concrétisation de ce droit fondamental pour de nombreux groupes vulnérables dans différents pays et environnements » (A/HRC/16/49). Au niveau international, le SCCF est résolument engagé dans un soutien de long terme aux approches équitables et écologiques de l'agriculture. Ces dernières sont indissociables d'un appui aux droits des populations rurales et paysannes, qu'il s'agisse de leur accès à la terre ou de leur maîtrise des ressources naturelles. De même, la structuration et la représentation politiques de ces populations doivent être renforcées, au niveau local comme aux niveaux national et international. En intégrant les questions de justice sociale et de représentation politique, l'agroécologie contribue à la réalisation du droit à l'alimentation.

NOTES

- ¹ Bruno Parmentier, *Nourrir l'humanité. Les grands problèmes de l'agriculture mondiale au XXI^e siècle*, La Découverte, 2009, p. 277.
- ² Petunia James, « L'agro-écologie, clé du développement sénégalais ? », <www.20minutes.fr>, 11 mai 2014.
- ³ Voir le Lexique en annexe.
- ⁴ La forte dynamique agroécologique française n'y sera donc pas abordée. Elle avait fait l'objet d'un colloque, en avril 2013, au Palais du Luxembourg : « L'agroécologie, une pratique d'avenir ». On en retrouve une synthèse, ainsi que l'ensemble des interventions, en ligne sur le site de Joël Labbé, sénateur du Morbihan : <www.joellabbe.fr/colloque-lagroecologie-une-pratique-davenir/>. D'après la Baromètre CSA d'octobre 2016 *Les français et la lutte contre la faim dans le monde* réalisé pour le CCFD-Terre Solidaire en partenariat avec *La Croix*, les Français sont massivement en faveur d'un modèle d'agriculture agroécologique de petits exploitants. Cf. la double page de *La Croix* du 14 octobre 2016 : « Les Français plébiscitent l'agro-écologie pour nourrir le monde » (pp.12-13).
- ⁵ Emilie Frison (coord.), *From unity to diversity. A paradigm shift from industrial agriculture to diversified agroecological systems*, IPES-Food, 2016 ; Pierre Stassart et al., « L'agroécologie : trajectoire et potentiel. Pour une transition vers des systèmes alimentaires durables », Positionnement du GIRAF pour un cadre de référence en agroécologie, Belgique, 2012.
- ⁶ En France, la loi du 13 octobre 2014, dite loi d'avenir pour l'agriculture, l'agro-alimentaire et la forêt inscrit l'agroécologie comme l'orientation principale des politiques publiques dans le domaine agricole, agroalimentaire et de l'alimentation. Elle en donne la définition suivante : « (...) systèmes de production agroécologiques, dont le mode de production biologique, qui combinent performance économique, sociale, notamment à travers un haut niveau de protection sociale, environnementale et sanitaire. Ces systèmes privilégient l'autonomie des exploitations agricoles (...), en maintenant ou en augmentant la rentabilité économique, en améliorant la valeur ajoutée des productions et en réduisant la consommation d'énergie, d'eau, d'engrais, de produits phytopharmaceutiques et de médicaments vétérinaires, en particulier les antibiotiques. Ils sont fondés sur les interactions biologiques et l'utilisation des services écosystémiques et des potentiels offerts par les ressources naturelles (...). Ils contribuent à l'atténuation et à l'adaptation aux effets du changement climatique. »
- ⁷ Des verbatims, en encadré, font ressortir certains des propos de nos partenaires, extraits d'un questionnaire spécifiquement consacré à l'agroécologie. En plus des échanges réguliers sur cette thématique, une quinzaine de partenaires ont répondu à ce questionnaire. A savoir : Adel (Palestine), Cadev (Caritas Niger), Caritas Antsirabe (Madagascar), Caritas Bamako, Caritas Bangladesh, Caritas Farafangana (Madagascar), Caritas Kaolack, Caritas Kinshasa, Caritas Man (Côte d'Ivoire), Caritas Mauritanie, Cendi/Speri (Vietnam), Centre de formation et de transit des agriculteurs migrants (Madagascar), Gaïa Sustainable Management Institut (Myanmar), Non Timber Forest Products (Cambodge), Ocdi Dapaong (Caritas Togo).
- ⁸ Pour les liens et différences entre l'agroécologie, agriculture biologique, etc. nous renvoyons à des travaux synthétiques et précis, accessibles en ligne : Stéphanie Cabantous, « Petit lexique écolo-agricole », 2013 ; Pablo Servigné, « Agriculture biologique, agroécologie, permaculture. Quel sens donner à ces mots ? », 2012 ; Cyril Dion, « Permaculture, agroécologie, agriculture bio : quelles différences ? », s.d.
- ⁹ Voir par exemple : Agrisud, *Guide des pratiques agroécologiques. Département de Mbour, Sénégal*, 2015. Pour l'Asie du Sud-Est : Jean-Christophe Castella et Jean-François Kibler, *Towards an agroecological transition in Southeast Asia: Cultivating diversity and developing synergies*, Gret, 2015.
- ¹⁰ Jacques Caplat et Pierre Rabhi, « L'agroécologie est adaptée aux populations les plus démunies », <lemonde.fr>, 15.03.2016.
- ¹¹ Le programme est porté en consortium par l'Ocdi (Organisation de la charité pour un développement intégral) Caritas Dapaong, la JARC (Jeunes et adultes ruraux catholiques) et le Carto (Centre d'animation rurale Tambimong Ogaro).
- ¹² La liste des publications consacrées à l'agroécologie est en augmentation constante. Pour une bibliographie récente (juin 2016) des principales références sur le sujet : Emilie Frison (coord.), *From unity to diversity. A paradigm shift from industrial agriculture to diversified agroecological systems*, IPES-Food, 2016, pp. 76-91. Il existe aussi d'innombrables sites consacrés à l'agroécologie, beaucoup étant de grande qualité : sites d'institutions internationales (comme la FAO) ; sites d'instituts de recherche comme le Cirad, l'Inra ou encore l'AllEnvi (Alliance nationale de recherche pour l'environnement), dont l'une des thématiques porte sur Agroécologie et sol (pour ne prendre que des exemples français) ; sites d'échanges de pratiques (<www.osez-agroecologie.org> par exemple) ; sites documentant des études de cas (<www.oaklandinstitute.org/agroecology-case-studies>) ; sites d'associations (<www.sol-asso.fr>, <http://terre-humanisme.org>, etc.
- ¹³ *Grain de sel*, n° 63-66, « Regards croisés : quels obstacles à l'agroécologie ? », juillet 2013 – juin 2014, p.34.
- ¹⁴ Entretien avec Thierry Brunelle, <www.caritasclimat.fr>, 8 juillet 2016, Paris.

- ¹⁵ À quelques exceptions près, les projets soutenus se trouvent en milieu rural. L'enjeu essentiel de nourrir les villes et des territoires périurbains n'est pas abordé dans ce rapport. Cf. Nicolas Krausz, Isabelle Lacourt et Maurizio Mariani, *La ville qui mange. Pour une gouvernance urbaine de notre alimentation*, Éditions Charles Léopold Mayer, 2013 ; en particulier « Vers un changement d'ère : l'agroécologie ? », pp. 38-44 ; et l'entrée « Agro-écologie » dans Xavier Laureau, *Les 101 mots de l'agriculture urbaine à l'usage de tous*, Archibooks, 2016, pp. 19-21. Sur cette problématique, on pourra aussi consulter Carolyn Steel, *Ville affamée. Comment l'alimentation façonne nos vies*, Rue de l'échiquier, 2016, ainsi que diverses publications de la société civile comme par exemple : *Nourrir les villes, défi de l'agriculture familiale. Des innovations locales et paysannes en Afrique de l'Ouest*, CFSI et Fondation de France, 2014.
- ¹⁶ Voir la liste des projets présentés en annexe. Si les projets présentés ici sont en cours, la pensée et les pratiques agroécologiques de certains partenaires existent depuis des dizaines d'années.
- ¹⁷ <http://www.cidse.org/content/tag/agroecology.html>
- ¹⁸ Fédération internationale des mouvements d'adultes ruraux catholiques (Fimarc), « L'agroécologie : une réelle alternative », *Voix du monde rural*, 2013, n° 111.
- ¹⁹ Cf. le Manifeste de Lyon, adopté par Coordination Sud et la Confédération paysanne lors du Forum des sociétés civiles pour les agricultures paysannes, qui s'est tenu à Lyon les 17 et 18 décembre 2014, dans le cadre de l'année internationale de l'agriculture familiale. Cf. aussi : *Grain de sel*, n° 67-70, « AIAF 2014 : quel bilan ? Les défis à venir pour les agricultures familiales », juillet 2014-juin 2015 ; Pascal Erard, « Défendre les droits des paysans : pour une déclaration des Nations unies », Les notes de la C2A n° 23, Coordination Sud, décembre 2015.
- ²⁰ Parmi les nombreuses publications sur le sujet du Mouvement paysan international, on peut se référer à une synthèse récente : *Agroécologie paysanne pour la terre et la souveraineté alimentaire. Expériences de La Via Campesina*, Les cahiers de la Via Campesina n° 7, novembre 2015.
- ²¹ Déclaration du forum international sur l'agroécologie, Nyéléni (Mali), 27 février 2015. Pour un rapide historique de ce mouvement : Laura Silici, *Agroecology. What it is and what it has to offer*, IIED, Issue Paper, juin 2014, pp. 10-11 ; Third World Network (TWN) et Société latino-américaine d'agroécologie (Socla), *Agroecology : Key Concepts, Principles and Practices*, 2015 : « Agroecology and rural social movements », pp. 13-14.
- ²² Discours du Pape François, FAO, <www.fao.org/about/meetings/conference/c2015/address-pope-francis/fr/>, 11 juin 2015.
- ²³ Hilal Elver, Entretien avec Rose Hayden-Smith, <ucfoodobserver.com>, 11 juillet 2016. Voir aussi les conclusions de la longue étude de terrain réalisée au Malawi par la sociologue Rachel Bezner Kerr : « Using agroecological and participatory methods to improve food security for smallholder farming households in Southern Africa », séminaire sécurité alimentaire du Cirad, séance du 13 juin 2014.
- ²⁴ Pour plus de précisions consulter : Jan Douwe Van der Ploeg, *Les Paysans du XXI^e siècle. Mouvements de repay-sannisation dans l'Europe d'aujourd'hui*, Éditions Charles Léopold Mayer, 2014 ; notamment le chap.2 : « Qu'est-ce que la paysannerie ? ». Cf. aussi le papier du professeur d'anthropologie Marc Edelman, « What is a peasant? What are peasantries? A briefing paper on issues of definition ». Prepared for the first session of the Intergovernmental Working Group on a United Nations Declaration on the Rights of Peasants and Other People Working in Rural Areas, Genève, 15-19 Juillet 2013.
- ²⁵ Dans le cadre de la campagne présidentielle française de 2017, le SCCF porte avec le CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France et Peuples Solidaires - Action Aid France un ensemble de recommandations aux candidats. L'une d'elles, la proposition n° 10, concerne spécifiquement l'agroécologie.
- ²⁶ Voir, par exemple, la tribune de Maureen Jorand (CCFD-Terre Solidaire), « Non, Monsieur Le Foll, malheureusement, la France ne soutient pas l'agroécologie en Afrique », *Libération*, 29 juillet 2016.
- ²⁷ Frédéric Apollin et Laurent Levard, *Répondre aux défis du XXI^e siècle avec l'agroécologie : pourquoi et comment ?*, Coordination Sud, janvier 2013. Les contributions apportées au séminaire de décembre 2012 sur l'agroécologie, organisé par la Commission agriculture et alimentation (C2A) y ont été intégrées.
- ²⁸ ACF International, *Agro-ecology : the necessary agricultural transition towards nutrition security for all*, mars 2016 ; Cristiana Peano et Francesco Sottile (dir.), *Agroécologie. Document de position*, Slow Food, décembre 2015. En septembre 2016, en Allemagne, des organisations de solidarité nationale et internationales, des organisations paysannes et des fondations ont publié une brochure remarquable, non traduite pour l'instant : Alessa Heuser et al., *Besser anders, anders besser. Mit Agrarökologie die Ernährungswende gestalten*, INKOTA-netzwerk, Oxfam Deutschland MISEREOR, septembre 2016.

- ²⁹ Publication du groupe de travail désertification, dont la rédaction a été coordonnée par Patrice Burger, du Cari.
- ³⁰ Cf. la conférence de l'association SOL, « Agroécologie et éducation. Quels enjeux ? Quelles perspectives ? », Les apéros thématiques, 22 juin 2016.
- ³¹ Ces points sont notamment développés et étayés au chapitre 3 de son rapport A/HRC/16/49, de décembre 2010. Le rapport de l'IPES-Food (International Panel of Experts on Sustainable Food Systems) de juin 2016 permet d'aller beaucoup plus loin sur cette question.
- ³² CENDI (Community Entrepreneur Development Institute) est une ONG créée en 2015 par SPERI (Social Policy Ecology Research Institute), qui défend les intérêts des populations autochtones au Vietnam. SPERI développe les échanges avec d'autres réseaux autochtones dans le monde afin de promouvoir leur idée du « bien vivre ».
- ³³ Sur les nuances et articulations entre savoirs « locaux » et « autochtones », on consultera les cours du Collège de France (en ligne) de Manuela Carneiro da Cunha : « Quelle nature, quels apports des savoirs autochtones ? (2011-2012) »
- ³⁴ Anne Legile et Sébastien Treyer, « L'agroécologie ou le retour de la raison dans le développement agricole », in Grosclaude Jean-Yves, Kumar Pachauri Rajendra, Tubiana Laurence, *Regards sur la Terre 2014. Les promesses de l'innovation durable*, 2014, p.96.
- ³⁵ Déclaration du forum international sur l'agroécologie, Nyéléni (Mali), 27 février 2015.
- ³⁶ Sur la profondeur et l'intérêt du mode de vie communautaire, voir l'entretien avec Pedro de Velasco intitulé « Liberté, communauté, gratuité » dans la *Revue Projet* n° 331, décembre 2012, pp. 76-83.
- ³⁷ <http://www.fao.org/about/meetings/afns/fr/>
- ³⁸ <http://www.alimenterre.org/ressource/repondre-aux-defis-xxieme-siecle-l%E2%80%99agro-ecologie-pour-quoi-et-comment>
- ³⁹ On peut définir le foncier comme « l'ensemble des règles qui définissent les droits des hommes, des groupes sociaux et des institutions sur la terre et les ressources naturelles qu'elles portent. Ces règles déterminent la nature de ces droits, comment ils sont distribués entre les différents acteurs, comment ils sont garantis et administrés. Il s'agit donc d'un rapport social portant sur des ressources de plus en plus convoitées » (*Grain de sel*, n° 57, janvier-mars 2012, p.5).
- ⁴⁰ Luca Miggiano (dir.), *Terres communes. Sécuriser les droits fonciers et protéger la planète*, Oxfam, Coalition internationale pour l'accès à la terre, mars 2016, p.11. Voir aussi : Rights and Resources Initiative, *Who Owns the World's Land ?*, RRI, 2015.
- ⁴¹ Gilbert Sene, « Accaparement des terres et bioénergie : un risque pour la sécurité alimentaire et la préservation des exploitations familiales agricoles. Cas du département de Gossas, Région de Fatick, Sénégal », janvier 2014. Voir aussi : « L'accaparement des terres, un nouveau problème au Sénégal », <www.20minutes.fr>, 12 mai 2014.
- ⁴² Selon les données de l'Association brésilienne de réforme agraire et l'Institut brésilien de géographie et statistiques.
- ⁴³ Cf. les travaux du professeur de sciences politiques James C. Scott en particulier.
- ⁴⁴ Entendu au sens de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (2007).
- ⁴⁵ Communiqué de la FAO, « Les populations autochtones au cœur des efforts visant à lutter contre le changement climatique », 21 juillet 2016, Rome.
- ⁴⁶ Traditionnellement, la gestion durable de la fertilité par les paysans est intergénérationnelle. C'est pour cela que le statut du fermage, sur lequel repose très largement la sécurité foncière des paysans en France depuis l'après-guerre et qui a permis le maintien d'un modèle d'une agriculture encore majoritairement familiale, inclut la transmission des baux à ferme des parents aux enfants.
- ⁴⁷ Il en existe des exemples en Amérique latine, en Asie et en Afrique.
- ⁴⁸ <http://www.fao.org/nr/tenure/voluntary-guidelines/fr/>
- ⁴⁹ Ces difficultés peuvent aller jusqu'à pousser les paysans au suicide. En Inde, 12 000 d'entre eux se sont donné la mort en 2014 ; le Maharashtra, l'un des États les plus agricoles, a enregistré un chiffre record. Cf. <http://www.courrierinternational.com/article/inde-les-suicides-dagriculteurs-en-forte-hausse>
- ⁵⁰ Miguel Altieri et Clara Nicholls, « Diffuser l'agroécologie pour la souveraineté et la résilience alimentaires », in *Agroécologie. Enjeux et perspectives*, Alternatives Sud, vol. 21, 2014, pp.35-64.
- ⁵¹ Les feuilles et graines du neem (ou margousier) ont des propriétés insecticides.

- ⁵² Christian Rémésy, « Bien se nourrir et préserver la planète », *Esprit*, juin 2016, pp.121-130 ; en particulier : « Développer l'agroécologie », pp.125-126.
- ⁵³ GSMI Birmanie (Gaïa Sustainable Management Institute) est la branche birmane de l'association SEM (Spirit in Education Movement).
- ⁵⁴ Olivier de Schutter, A/HRC/16/49, 2010, p.13.
- ⁵⁵ Petunia James, « Gilbert Sène : « Il y a eu beaucoup de morts au Sénégal à cause des pesticides » », <www.20minutes.fr>, 11 mai 2014.
- ⁵⁶ Les tiges du maïs servent de treille aux haricots ; ceux-ci fixent l'azote dans le sol qui permet la bonne croissance du maïs. Sur le plan nutritionnel, le maïs et le haricot suffisent aux apports en acides aminés essentiels.
- ⁵⁷ Entretien avec Silvia Pérez-Vitoria, dans *Problèmes économiques*, n° 3135, juin 2016, p.19.
- ⁵⁸ Un aperçu vidéo de ces techniques développées en Asie du Sud-Est, en l'occurrence une initiative paysanne à l'Est de l'île de Java, est disponible ici (Farming Systems Ecology Group from Wageningen University, 2014).
- ⁵⁹ Les avantages d'une riziculture écologique, pour autant qu'elle favorise l'autonomie paysanne, sont documentés dans l'ensemble de l'Asie du Sud-Est. Cf. Lorenz Bachmann *et al.*, *Food Security and Farmer Empowerment. A study of the impacts of farmer-led sustainable agriculture in the Philippines*, MASIPAG, 2009. En particulier, le chapitre 4 « Rice Yields », pp.53-57.
- ⁶⁰ Le renforcement des systèmes d'innovation agroécologique des agricultures familiales est un enjeu dûment identifié par la FAO. Cf. aussi Valentine Debray, *Des innovations agroécologiques dans un contexte climatique changeant en Afrique*, Coordination Sud, 2015.
- ⁶¹ Les enjeux de consommation locale sont en effet extrêmement importants dans les pays du Sud, comme l'a rappelé Papa Assane Diop, de la Fédération des organisations non-gouvernementales du Sénégal (FONGS – Action Paysanne) lors de la conférence organisée par SOL : « Consommer local : notre alimentation comme levier du changement », 14 septembre 2016, Paris. Pour une mise en contexte, cf. *Grain de sel*, n°58, « Valorisation des produits locaux : face aux défis, une diversité de solutions », avril-juin 2012.
- ⁶² En collaboration avec le GERES, qui a développé les modèles de serres et formé l'équipe de Caritas : Serres so-
- lares en Mongolie : guide de construction, Geres - Caritas Mongolie - SCCF, mai 2012.
- ⁶³ Atteintes qui se retrouvent malheureusement dans de nombreux endroits du globe. Cf. Silvia Pérez-Vitoria, *Manifeste pour un XXI^e siècle paysan*, Actes Sud, 2015, en particulier : « Reconquête des territoires ? », pp.153-156.
- ⁶⁴ Entretien avec Patricia Condé, « Colombie : le besoin urgent d'une réforme agraire », <www.secoures-catholique.org/actualites/colombie-le-besoin-urgent-dune-reforme-agraire-1>, 13 octobre 2014, Paris.
- ⁶⁵ « Plan d'action pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle » ; « mandat citoyen alimentaire du Sud du Cesar », et « L'initiative citoyenne pour la souveraineté et la sécurité alimentaire et nutritionnelle ».
- ⁶⁶ Frédéric Dufaux *et al.*, « Pourquoi la justice spatiale », in Alain Dubresson *et Yvette Veyret* (dir.), *Dix défis pour la planète*, Autrement, 2012, pp.137-147.
- ⁶⁷ <http://www.fao.org/cfs/fr/>
- ⁶⁸ Joan Martinez Alier, *L'écologisme des pauvres. Une étude des conflits environnementaux dans le monde*, Les petits matins/Institut Veblen, 2014 [2002, trad. de l'espagnol par André Verkaeren].
- ⁶⁹ « Le monde pourrait éviter les coûts financiers et environnementaux de l'appauvrissement des ressources et économiser des millions - démontre un nouveau rapport de l'ONU », 5 juin 2015. Article présentant la sortie du guide rédigé par le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) intitulé *Consommation et production durables : Un manuel pour les décideurs politiques*.
- ⁷⁰ Miguel Altieri *et Clara Nicholls*, *Agroecology and the Search for a Truly Sustainable Agriculture*, United Nations Environment Programme, Environmental Training Network for Latin America and the Caribbean, 2005, p.31.
- ⁷¹ Dans la région d'Ankazobe, le Cefotam installe sur de nouvelles terres des migrants issus de la région des Hauts Plateaux. La mise en valeur des terres récupérées passe par la plantation d'arbres et la mise en pratique des techniques agroécologiques comme la fertilisation organique.
- ⁷² Philippe Descola, *La composition des mondes*, Flammarion, 2014, p.326.
- ⁷³ FMAT, Valence, 31 mars 1^{er} avril 2016 : <http://www.landaccessforum.org/>

- ⁷⁴ Philippe Descola, *La composition des mondes*, Flammarion, 2014, p. 324.
- ⁷⁵ FAO, Perspectives pour l'environnement. L'agriculture et l'environnement, s.d. : <http://www.fao.org/docrep/004/y3557f/y3557f11.htm>
- ⁷⁶ En 2012, au niveau mondial, 23% des décès étaient attribuables à des facteurs environnementaux. Cf. Annette Prüss-Üstün (et al.), *Preventing disease through healthy environments: a global assessment of the burden of disease from environmental risks*, World Health Organization, 2016.
- ⁷⁷ Ce symposium a abouti à une table ronde de haut niveau avec les ministres de l'Agriculture de plusieurs pays qui ont examiné les expériences récentes dans le domaine. On peut retrouver en ligne les différentes interventions : <http://www.fao.org/about/meetings/afns/fr/>. Suite au symposium, la France a mis en place début 2015 un groupe des amis de l'agroécologie (G2A), à Rome, qui compte notamment le Brésil, la Chine, la Côte d'Ivoire, le Japon, le Nicaragua, le Sénégal et la Suisse et le Sénégal.
- ⁷⁸ Entretien avec Henri Muhiya, Secrétaire national de la Commission épiscopale pour les ressources naturelles de la République démocratique du Congo, <caritasclimat.fr>, 9 décembre 2015, Paris.
- ⁷⁹ La ressource en bois augmente grâce au reboisement, on veille ensuite à ce que les prélèvements, réduits grâce à la diffusion des foyers améliorés, restent en-deçà de la production naturelle de matière ligneuse. Sur les liens entre foyers améliorés et reboisement, on peut consulter : « Les foyers améliorés au Burkina Faso avec FAFASO », 2013, en ligne sur le site du réseau Climat et développement.
- ⁸⁰ L'Encyclique *Laudato Si'* insiste sur cette nécessaire prise de conscience. Au §14 par exemple : « Le défi environnemental que nous vivons, et ses racines humaines, nous concernent et nous touchent tous. Le mouvement écologique mondial a déjà parcouru un long chemin, digne d'appréciation, et il a généré de nombreuses associations citoyennes qui ont aidé à la prise de conscience. »
- ⁸¹ Frédéric Apollin, et al., *Pour une justice sociale de l'eau : garantir l'accès à l'eau aux agricultures familiales du Sud*, rapport de la Commission agriculture et alimentation de Coordination Sud, juillet 2012. Guillaume Benoit, « Sécurité alimentaire et climat au XXI^e siècle. Eaux bleues, eaux vertes et sols », *Futuribles* n° 413, juillet-août 2016, pp. 5-26 ; en particulier : « Les retours de l'agronomie, la transition agroécologique, les eaux vertes et les sols », pp. 19-21.
- ⁸² Cf. le webdocumentaire SCCF – RFI, « A la recherche des semences perdues », septembre 2016 ; voir aussi : Benjamin Sèze, « Agro-écologie : graines de résistance », reportage en ligne et dans *Messages*, octobre 2016.
- ⁸³ Entretien avec le Père Abraham Ghanaba, <caritasclimat.fr>, 8 décembre 2015, Paris.
- ⁸⁴ Coralie Schaub, « Entretien avec Jean Jouzel : « La prise de conscience se fait à partir d'événements extrêmes » », <www.liberation.fr>, 17 juillet 2015.
- ⁸⁵ La faim : l'autre visage du changement climatique. Conférence internationale des sociétés civiles sur les accords climat, Paris, 26 mai 2015, <www.faimetclimat.org>. En particulier : Pablo Tittonell, « Agroecology for food security. Through climate change adaptation and mitigation » [En ligne].
- ⁸⁶ Jean Vettrano, « La justice climatique comme horizon d'attente », <www.caritasclimat.fr>, 8 octobre 2015.
- ⁸⁷ L'augmentation des situations d'urgence s'est traduite par une accélération des interventions après catastrophes. Ces dernières ne se limitent plus au secours d'urgence mais intègrent, dès le départ, la prévention des effets d'événements similaires à venir et le renforcement de la capacité de résilience des populations concernées.
- ⁸⁸ Entretien avec Humberto Ortiz, <caritasclimat.fr>, 12 décembre 2015, Paris.
- ⁸⁹ Collectif, *Le baril ou la vie ? Impacts des activités des entreprises pétrolières françaises Perenco et Maurel & Prom en Amazonie péruvienne : quelles responsabilités des entreprises et des états ?*, CCFD-Terre Solidaire – SCCF, septembre 2015.
- ⁹⁰ Charlotte Watine, Christian Mounzeo, Brice Mackosso et Grégoire Niaudet, *Congo Brazzaville. Le pétrole ne coule pas pour les pauvres*, SCCF, février 2011.
- ⁹¹ Le Cambodge est le pays où la perte de la couverture arborée a augmenté le plus rapidement dans le monde : 14,4% par an entre 2001 et 2014 selon le World Resources Institute.
- ⁹² Le projet a reçu l'appui de l'Université de Lima, qui en étroite collaboration avec les acteurs locaux mesure régulièrement la quantité de CO² stockée par la végétation ligneuse des territoires concernés.
- ⁹³ Intervention de Mauricio Lopez, « Les deux poumons de la planète », <www.caritasclimat.fr>, 12 décembre 2015, Paris.

⁹⁴ <http://www.fao.org/genetic-resources/fr/>

⁹⁵ Pour plus de détails sur cet aspect, voir les recommandations de la Commission climat et développement de Coordination Sud pour la conférence de Paris sur les changements climatiques (30 novembre - 11 décembre 2015) : «Agricultures familiales & paysannes et lutte contre les changements climatiques : ouvrons les yeux !»

⁹⁶ HLPE (Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition), *Paysans et entrepreneurs : investir dans l'agriculture des petits exploitants pour la sécurité alimentaire*, Comité de la sécurité alimentaire mondiale, juin 2013. Cf. en contrepoint Natalia Carrau et Martin Drago, *Le régime de commerce et d'investissement : un carcan qui empêche le développement de l'agro-écologie et l'accès à la terre*, Les Amis de la Terre International, octobre 2016.

⁹⁷ Ce constat d'ensemble demande évidemment à être affiné et nuancé selon chaque pays. On note, même dans des pays pauvres, des évolutions encourageantes, quoique lentes et insuffisantes, vers une agriculture durable. Cf. Laura Silici, Calisto Bias et Eunice Cavane, *Sustainable agriculture for small-scale farmers in Mozambique. A scoping report*, IIED, mars 2015 ; Matthieu Calame, « L'agroécologie envoie paître l'industrie », *Revue Projet*, février 2013, n° 332, pp. 50-57.

⁹⁸ L'idée selon laquelle il faut produire toujours plus pour nourrir l'humanité en « rationalisant », intensifiant et concentrant la production, inspire encore beaucoup de politiques agricoles, même si les organisations internationales admettent aujourd'hui que la production paysanne joue un rôle essentiel pour la sécurité alimentaire de tous. Ce biais productiviste, à nouveau dénoncé par le Pape François le 16 octobre 2016 à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation, constitue aujourd'hui l'un des verrous maintenant l'agriculture industrielle en place. Cf. Emilie Frison (coord.), *From unity to diversity. A paradigm shift from industrial agriculture to diversified agroecological systems*, IPES-Food, 2016 : "Lock-in 6: Feed the world narratives", pp. 54-55 ; Eve Fueilleux, Nicolas Bricas et Arlène Alpha, "Global food security discourses and the productionist trap", Communication to the panel Challenges in Food Governance by Carsten Daugbjerg & Grace Skogstad, ECPR general conference, 26 - 29 août 2015, Montréal.

⁹⁹ GRAIN, *Affamés de terres : Les petits producteurs nourrissent le monde avec moins d'un quart de l'ensemble des terres agricoles*, mai 2014. (Cette note est de notre fait.)

¹⁰⁰ Albert Ritzenthaler (rapporteur), *Les circuits de distribution des produits alimentaires. Avis du Conseil économique, so-*

cial et environnemental, Journal officiel de la République française, mai 2016, p.57.

¹⁰¹ Cristian Timmermann et Georges Félix, « Agroecology as a vehicle for contributive justice », *Agriculture and Human Values*, Vol. 32, septembre 2015, pp. 523-538. Pour la France : Lucas Véronique, « L'agriculteur, premier acteur de l'agroécologie », *Revue Projet*, 2013, n° 335, pp. 76-81.

¹⁰² Par ailleurs, ces activités peuvent renforcer l'intégration des femmes en milieu rural. Par exemple, dans l'installation de fosses à compost (individuelles ou communautaires), car ce sont les femmes qui gèrent le plus souvent les déchets ménagers.

¹⁰³ Frédéric Apollin et Laurent Levard, *Répondre aux défis du XXI^e siècle avec l'agroécologie : pourquoi et comment ?*, Coordination Sud, janvier 2013, p.24.

¹⁰⁴ Elles ont aussi à s'organiser pour assurer leur sécurité foncière : leurs terrains, appartenant légalement à l'État, pourraient leur être retirés du fait des besoins et du renchérissement du foncier liés à l'urbanisation. Ce qui renvoie aux problématiques évoquées dans la première partie de ce rapport.

¹⁰⁵ Pour une mise en perspective : Mafalda Galdames Castro et María Daniela Núñez Burbano de Lara, « Genre et souveraineté alimentaire : les femmes en tant qu'actrices à part entière de la construction de l'alimentation et de la nutrition », in Alejandra Morena (coord.), *La nutrition des peuples n'est pas un business*, L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition, 7^e édition, octobre 2015, pp. 33-37. On relèvera en particulier que les femmes « doivent être reconnues comme détentrices de droits humains, compte tenu de la contribution qu'elles apportent à l'agriculture paysanne depuis ses origines et du rôle productif qui est le leur dans l'alimentation et la nutrition des peuples. Les mouvements sociaux, au sein desquels les femmes sont de plus en plus actives, considèrent ces dernières comme l'axe central de la vie et comme les inspiratrices du « bien vivre » (...), ainsi que comme porteuses de savoirs en matière d'agriculture paysanne prenant pour base l'agroécologie. » (p.35)

¹⁰⁶ Allison Loconto et al. (ed.), *Innovative markets for sustainable agriculture. How innovations in market institutions encourage sustainable agriculture in developing countries*, FAO-INRA, 2016. Cf. aussi, parmi de nombreux exemples, le programme de Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) : CFSI, « Contre la faim, promouvoir les innovations paysannes », <www.cfsi.asso.fr/actu/contre-faim-promouvoir-innovations-paysannes>, 6 octobre 2016.

- ¹⁰⁷ Cf. le programme de recherche Démocratie alimentaire dans la dynamique des marchés de l'UMR innovation.
- ¹⁰⁸ Les migrations peuvent constituer des accélérateurs d'innovations agricoles. (Cf. Yvon Le Coq « La mobilité humaine : une des conditions du développement agricole », dans *Défis Sud*, n°130, mai-juin 2016, pp. 21-24.) À l'évidence, cela requiert des conditions de migrations choisies et dignes. Au Cambodge, NTFP (Non-Timber Forest Product) cherche à améliorer les facteurs déterminant la migration. En valorisant les savoir-vivre des communautés, les jeunes ressentiront moins la nécessité de migrer vers les abords précaires des grandes mégapoles. A cet égard, observons, dans l'Odisha, le cas de Tularam Amari et sa femme Padma Amari du village de Temrimal. Du fait de leur situation, la seule solution qu'ils envisageaient était de quitter le village pour la ville. MASS les a convaincus de commencer à utiliser d'autres méthodes agricoles. Deux ans plus tard, le couple a significativement augmenté ses revenus grâce à ses champs agroécologiques et développé de nouvelles cultures de concombres et de choux fleurs.
- ¹⁰⁹ La question de la mise en relation des petits exploitants avec le marché fait l'objet d'une réflexion approfondie au sein du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. La coordination du groupe de travail sur la mise en relation des petits exploitants avec les marchés pour la société civile est assurée par Javier Sánchez (La Via Campesina) et Nadjirou Sall (ROPPA).
- ¹¹⁰ Miguel Altieri et Clara Nicholls, « Diffuser l'agroécologie pour la souveraineté et la résilience alimentaires », in *Agroécologie. Enjeux et perspectives*, Alternatives Sud, vol. 21, 2014, p. 58.
- ¹¹¹ En 2015, le symposium régional sur l'agroécologie en Amérique latine (Brasilia, juin 2015) a souligné l'importance de ce lien. Cf. la 9^e recommandation des *Final Recommendations of the Regional Seminar on Agroecology in Latin America and the Caribbean*, p. 2.
- ¹¹² Pierre Compère *et al.*, « L'agroécologie, une ambition pour les coopératives », *Revue Projet*, 2013, n° 333, pp. 76-83.
- ¹¹³ La France est à l'origine du système de contrôle des appellations d'origine (AOC, AOP...) qui garantit l'origine territoriale d'un produit et des conditions de production conformes à un cahier des charges fondé sur des pratiques traditionnelles. Contrairement aux marques commerciales, l'appellation d'origine, rattachée à un terroir délimité, appartient toujours aux producteurs agricoles, et non aux transformateurs ou acteurs intervenant en aval dans la commercialisation.
- ¹¹⁴ <http://www.ethiquable.coop/mot-cle/symbole-producteurs-paysans> ; <http://spp.coop/>.
- ¹¹⁵ Yves Casalis, « Des producteurs de bananes aux revenus multipliés par 6 », *Messages*, novembre 2015, p. 7.
- ¹¹⁶ Pour aller plus loin sur cette question, on pourra se référer au nouveau projet d'AVSF et de la plateforme du commerce équitable : « Commerce équitable et agroécologie : lancement d'un projet novateur en Afrique de l'Ouest », Communiqué de presse, 19 avril 2016.
- ¹¹⁷ Cf. Philippe Baret, « Agroécologie et innovation : jeux sémantiques et diversité de conceptions pour quelles transitions ? », *Fourrages* n°217, 2014, pp. 101-103 et « Déverrouiller l'innovation en agriculture : l'apport d'une approche agroécologique », <www.philagri.net>, 28 janvier 2016. Cf. aussi pour une mise en perspective le séminaire « Innovation sociale, agriculture et alimentation durable », 2014-2015, organisé par l'Ifris (Institut francilien recherche innovation société), avec le soutien de l'Inra et du Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (Lise, Cnam-CNRS).
- ¹¹⁸ Xavier Albò, « Del desarrollo rural al buen vivir », 2011, pp. 77-82. Pour une perspective plus complète : Ivonne Farah et Luciano Vasapollo (coord.), *Vivir bien: ¿Paradigma no capitalista?*, CIDES - UMSA, 2011.
- ¹¹⁹ L'un des grands promoteurs de l'agroécologie en France, Pierre Rabhi, a le même type de réflexion, notamment à travers la notion de sobriété heureuse. Il se demande « comment vivre sobrement de façon que l'être ne soit pas aliéné par l'avoir ? » Cf. « Pierre Rabhi : « Vivre sobrement, c'est une forme de libération » », Chat modéré par Emmanuelle Chevallereau, <lemonde.fr>, 03.06.2011.
- ¹²⁰ Ministère de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, « La nuit de l'agroécologie. Débats citoyens autour de l'agriculture », 23 juin 2016.
- ¹²¹ Cf. Le dernier chapitre de son livre *L'agroécologie, une éthique de vie. Entretien avec Jacques Caplat*, Actes Sud / Colibris, 2015.
- ¹²² Alberto Acosta, *Le buen vivir. Pour imaginer d'autres mondes*, Les éditions Utopia, 2014.
- ¹²³ Cf. Framing the Wellbeing Impact Indicators with Mekong Countries partners and Bhutan. Action Research Working Group International Workshop 2015, Bangkok, février 2015 ; Alejandro Adler Braun, *Gross National Happiness in Bhutan: A Living Example of an Alternative Approach to Progress*, 2009.

- ¹²⁴ Collectif, *Habiter autrement la Création. Au nom de leur foi, des chrétiens, orthodoxes, protestants et catholiques s'engagent pour la justice climatique*, juillet 2015.
- ¹²⁵ La consommation engagée, qu'elle soit individuelle ou collective, centrée sur des actes d'achat ou élargie à d'autres pratiques, est en grande partie liée à l'agriculture et à l'alimentation. Il ne s'agit pas d'une mode, mais bien d'une forme spécifique de l'action collective. Cf. Sophie Dubuisson-Quellier, *La consommation engagée*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2009.
- ¹²⁶ Joëlle Zask, *La démocratie aux champs. Du jardin d'Eden aux jardins partagés, comment l'agriculture cultive les valeurs démocratiques*, La Découverte, 2016.
- ¹²⁷ Voir note 15.
- ¹²⁸ Silvia Pérez-Vitoria, *Manifeste pour un XXI^e siècle paysan*, Actes Sud, 2015, en particulier : « Agriculture biologique et agroécologie : l'art de transformer une critique sociale en un ensemble de techniques performantes », pp. 63-74.
- ¹²⁹ Les membres de la communauté H'rè ne cultivent la terre que six mois par an et offrent six mois de vacances à la terre et à son esprit (l'Esprit du champ de riz).
- ¹³⁰ La notion de responsabilité, qu'elle soit individuelle ou collective, locale ou internationale, est très importante dans *Laudato Si'*. On peut y lire par exemple, au § 67 : « Alors que "cultiver" signifie labourer, défricher ou travailler, "garder" signifie protéger, sauvegarder, préserver, soigner, surveiller. Cela implique une relation de réciprocité responsable entre l'être humain et la nature. Chaque communauté peut prélever de la bonté de la terre ce qui lui est nécessaire pour survivre, mais elle a aussi le devoir de la sauvegarder et de garantir la continuité de sa fertilité pour les générations futures. »
- ¹³¹ Pour un parallèle intéressant avec le Mali cf. Patrick Piro, « Mali : Mariam Sissoko, sainte matrone des maraîchères », < ccf-d-terresolidaire.org >, 18 avril 2016.
- ¹³² Maxime Haubert (dir.), *Les paysans, l'Etat et le marché, sociétés paysannes et développement*, publications de la Sorbonne, 1997 ; Hubert Cochet, *Burundi : la paysannerie dans la tourmente. Éléments d'analyse sur les origines du conflit politico-ethnique*, La Librairie FPH, 1996.
- ¹³³ Réalité qui n'est pas l'apanage des pays du Sud. Cf. par exemple le dossier de Reporterre consacré aux « grands projets inutiles imposés » : < www.reporterre.net/+Grands-projets-inutiles-imposes-+ >.
- ¹³⁴ Elle constitue aujourd'hui l'un des verrous maintenant l'agriculture industrielle en place. Cf. Emilie Frison (coord.), *From unity to diversity. A paradigm shift from industrial agriculture to diversified agroecological systems*, IPES-Food, 2016, en particulier, dans la section 2 ("What is keeping industrial agriculture in place?") : "Lock-in 8: Concentration of Power", pp. 57-59.
- ¹³⁵ La plupart des mobilisations et revendications locales contemporaines s'inscrivent également dans leur cadre national, voire mondial. Cf. Geoffrey Pleyers et Brieg Capitaine (dir.), *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2016.
- ¹³⁶ Xavier Ricard Lanata, « Le noyau dur d'une alternative au capitalisme », *Revue Projet*, février 2013, n°332, pp. 63-70.
- ¹³⁷ http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/--emp_policy/documents/publication/wcms_438069.pdf
- ¹³⁸ Il se réfère notamment notamment à un dicton bambara. Cf. son entretien sur RFI du 11 avril 2014.
- ¹³⁹ Entretien avec Sukleash Georges Costa, < caritasclimat.fr >, 8 décembre 2015, Paris.
- ¹⁴⁰ Voir note 19.
- ¹⁴¹ Le projet ACTAE, porté par le CIRAD est le GRET, qui œuvre à la transition agroécologique en Asie du Sud-Est, constitue un bel exemple de ce qui peut être fait en la matière.
- ¹⁴² Caritas Europa, *Le rôle de l'Union européenne dans l'éradication de la faim d'ici 2025. Une étude de Caritas Europa sur le droit à l'alimentation avec des recommandations pour des systèmes alimentaires durables*, 2014, p.16.
- ¹⁴³ Emilie Frison (coord.), *From unity to diversity. A paradigm shift from industrial agriculture to diversified agroecological systems*, IPES-Food, 2016.
- ¹⁴⁴ Déclaration du forum international sur l'agroécologie, Nyéléni (Mali), 27 février 2015.

LISTE DES PRINCIPAUX PROJETS PRÉSENTÉS DANS CE RAPPORT

Projet (ordre alphabétique)	Titre	Date	Lieux
ACTION SOCIALE SAMUEL RUIZ	Renforcement de la souveraineté alimentaire et des capacités locales des communautés paysannes indigènes de la région pastorale Ch'ol d diocèse	2015-2018	Mexique, Chiapas
ASSOCIATION POUR LES DROITS DE L'HOMME (APRODEH)	Récupération de la mémoire historique et renforcement des capacités organisationnelles et productives des communautés de Toraya, Région Apurimac	2014-2016	Pérou, Apurimac
BALASORE SOCIAL SERVICE SOCIETY (BSSS)	Projet d'amélioration de la sécurité alimentaire des populations rurales du district de Mayurbhanja (Odisha)	2015-2017	Inde, Odisha
CADEV (CARITAS NIGER)	Renforcement de la résilience et de l'adaptation des communautés face aux risques climatiques (Maradi)	2016-2018	Niger, Maradi : Tabalak et Kalfou
CARITAS ANTSIRABE (MADAGASCAR)	Appui au développement intégré du diocèse d'Antsirabe	2012-2016	Madagascar, Antsirabe
CARITAS BAMAKO	Programme de développement durable dans le diocèse de Bamako	2016-2018	Mali, Bamako
CARITAS BANGLADESH	Amélioration de la sécurité alimentaire dans la région des Chittagong Hill Tracts	2013-2016	Bangladesh, Chittagong
CARITAS BÉNIN	Promotion de la gestion durable des ressources naturelles dans l'Atakora	2015-2017	Benin, Atakora
CARITAS HONDURAS (PSCH)	Appui aux initiatives économiques, productives et sociales des organisations paysannes	2014-2016	Honduras, (Juticalpa, Santa Rosa de Copan, Tegucigalpa)
CARITAS JAÉN	Préservation de l'environnement et développement agricole durable par le renforcement d'acteurs locaux	2014-2016	Pérou / Jaén
CARITAS KAOLACK	Sécurité alimentaire des ménages pauvres dans les régions de Kaolack, Kaffrine et Fatick Sécurité alimentaire et sauvegarde de la planète	2014-2016 2017-2019	Sénégal, Kaolack, Kaffrine, Fatick
CARITAS KAYES	Programme de sécurité alimentaire	2016-2018	Mali, diocèse de Kayes
CARITAS KINSHASA	Projet en lien avec la mise en place d'un circuit organisé de consommation locale avec des produits de coopératives maraîchères	2009-2017	République démocratique du Congo, Kinshasa
CARITAS MAN	Contribution à la sécurité alimentaire et développement durable dans le diocèse de Man	2016-2018	Côte d'Ivoire, Man (régions du Tonkpi et du Guemon)
CARITAS MAURITANIE	Projet d'appui à la sécurité alimentaire	2014-2018	Mauritanie, Brakna
CARITAS MONGOLIE	Approches agricoles innovantes et sécurité alimentaire en Mongolie	2013-2016	Mongolie, Oulan Bator

CARITAS TIGRAY	Amélioration des moyens de subsistance des populations dans deux régions montagneuses de l'est du Tigray, Ethiopie (Woredas de Gulomekeda et de Irob)	2013-2018	Ethiopie, Tigray
CENTRE DE FORMATION ET DE TRANSIT DES AGRICULTEURS MIGRANTS (CEFOTAM)	Appui à l'installation des agriculteurs migrants dans la région d'Ankazobe	2014-2016	Madagascar, Ankazobe
COMMUNITY ENTREPRENEUR DEVELOPMENT INSTITUTE (CENDI) / SOCIAL POLICY ECOLOGY RESEARCH INSTITUTE (SPERI)	Accès au droit et à la terre par la promotion des savoirs et croyances des minorités ethniques indigènes dans le centre du Vietnam (peuple H'Re) Droit coutumier des peuples autochtones et cogestion des ressources naturelles dans la province de Kontum (peuple Ka Dong)	2016-2018 2017-2018	Vietnam, province de Kontum Vietnam, province de Kontum
CENTRE DE RECHERCHE ET DE PROMOTION DES PAYSANS (CIPCA)	Adaptation et atténuation du changement climatique dans les systèmes de production familiale en Bolivie et dans la région amazonienne	2015-2019	Bolivie
DIOCÈSE VERT DE FARAFANGANA	Sécurité alimentaire et protection de l'environnement	2010-2015	Madagascar, Diocèse de Farafangana
GAÏA SUSTAINABLE MANAGEMENT INSTITUT (GSMI)	Formation des leaders communautaires et renforcement de la société civile birmane	2016-2018	Myanmar
MANAV ADHIKAR SEVA SAMITI (MASS)	Développement de 17 villages de régions tribales et isolées dans les districts de Bargarh et Sambalpur, Odisha	2015-2018	Inde, Odisha
MOUVEMENT DES SANS TERRE (MST)	Promotion de la réforme agraire et préservation de l'environnement	2015-2017	Brésil
NON TIMBER FOREST PRODUCTS (NTFP)	Programme de sécurisation des droits fonciers et de protection des ressources naturelles des minorités ethniques dans le Rattanakiri	2016	Cambodge, province du Rattanakiri
OCDI DAPAONG (CARITAS TOGO)	Promotion du développement durable et lutte contre la désertification dans le diocèse de Dapaong	2015-2019	Togo, Dapaong
PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT ET PAIX DANS LE MAGDALENA MEDIO (PDPMM)	Initiative citoyenne pour la souveraineté alimentaire et nutritionnelle dans la région du Magdalena Medio	2015	Colombie / Magdalena Medio
PASTORALE SOCIALE CARITAS DIOCÉSAINE DE LA VERAPAZ (PSCLV)	Soutien au développement durable de 10 communautés de la vallée du Polochic menacées par l'activité minière et la dégradation de l'environnement	2015-2017	Guatemala / Verapaz
SERVICE AGRICOLE POUR LA RECHERCHE ET LA PROMOTION ÉCONOMIQUE (SAIPE)	Renforcement des capacités de leadership et d'organisation des peuples indigènes d'Awajún et Wampis pour la défense de leur territoire dans le Haut Marañon	2015-2016	Pérou
SUNSPIRIT FOR JUSTICE AND PEACE	Projet de formation de paysans au développement agricole durable à Manggarai, île de Florès	2015-2016	Indonésie, Florès

LEXIQUE

AGROFORESTERIE : Le World Agroforestry Centre (Nairobi, Kenya) a donné une définition de ce terme où apparaissent des critères environnementaux et de développement durable : « L'agroforesterie est un système dynamique de gestion des ressources naturelles reposant sur des fondements écologiques, qui intègre des arbres dans les exploitations agricoles et le paysage rural et permet ainsi de diversifier et maintenir la production afin d'améliorer les conditions sociales, économiques et environnementales de l'ensemble des utilisateurs de la terre ».

Source : <http://mots-agronomie.inra.fr/mots-agronomie.fr/index.php/Agroforesterie>

AUTONOMIE DES POPULATIONS : « Le Secours Catholique entend favoriser l'autonomie dans l'action et permettre à chacun de proposer des solutions aux difficultés rencontrées et de mettre en œuvre les initiatives pour y répondre. Il souhaite également améliorer les conditions de vie de tous en rendant les personnes actrices de leur quotidien et de leur devenir. Enfin, le Secours Catholique encourage l'entraide, la mise en réseau et le partage d'expériences entre habitants d'un même territoire. »

Source : <http://www.secours-catholique.org/agir-avec-les-plus-fragiles>

GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES : A proprement parler, il n'y a pas de ressources « naturelles ». C'est toujours l'activité humaine qui « crée » la ressource. L'eau d'un fleuve, par exemple, ne devient une ressource que lorsque celle-ci est utilisée par les femmes et les hommes. La gestion durable des ressources naturelles fait référence aux quatre dimensions du développement durable (durabilité économique, écologique, sociale et culturelle). La gestion durable des ressources naturelles est, dès son émergence, au cœur même de l'agroécologie.

MAISON COMMUNE : Dans *Laudato Si'*, « le pape appelle « à prendre soin de ce monde que nous habitons » (prière finale), à prendre soin de « notre maison commune » (titre de l'encyclique). L'expression, qui revient régulièrement dans le texte, mérite d'être remarquée. Les papes ont parlé souvent de la « famille humaine », mais François élargit notre perception : nul ne peut vivre sans habiter. La maison est un foyer, un lieu qui permet de se poser, de se retrouver. Nous sommes appelés à considérer la terre comme « l'habitat » de l'homme et non comme une simple commodité. Un habiter qui est à la fois un don et la construction d'un vivre-ensemble.

La maison est aussi un regroupement (une « maisonnée ») : le chez soi n'est pas repli, mais appartenance à une communauté, invitation à des relations multiples. »

Source : *Lettre encyclique du pape François, Loué sois-tu ! Laudato si'*, Édition présentée et commentée par l'équipe du Ceras, 2015, 2e édition, p. 229.

PARTENAIRES : Lutter contre la pauvreté, c'est agir avec les personnes en situation de pauvreté et avec les acteurs, partenaires du SCCF, qui accompagnent ces personnes. Le SCCF est membre du réseau Caritas Internationalis, une confédération de 165 Caritas dont le siège est à Rome. Notre pédagogie est fondée sur le partenariat et le travail en réseau. Le SCCF n'est ni le commanditaire, ni le maître d'œuvre des projets. Il répond par un appui financier et institutionnel, à la demande exprimée par un partenaire. 80% de nos partenaires sont des Caritas nationales ou diocésaines mais nous soutenons également d'autres organismes de la société civile, structures associatives ou plateformes qui sont des acteurs de développement locaux reconnus.

Pour aller plus loin : consulter en ligne le guide des projets phares du SCCF 2014-2016.

PAYSAN : Dans ce rapport, le mot « paysan » désigne celles et ceux qui vivent avec leur famille sur un territoire agricole dont ils tirent normalement leurs moyens de subsistance en pratiquant une agriculture de type familial, à moins qu'ils ne soient contraints à une forme de salariat (cas des « paysans sans terre » notamment). La majorité des paysans sont des femmes : il faut donc lire « paysannes et paysans » à chaque fois que nous employons, pour plus de simplicité, le mot « paysan » .

Pour aller plus loin : Jan Douwe Van der Ploeg, *Les Paysans du XXI^e siècle. Mouvements de repaysannisation dans l'Europe d'aujourd'hui*, Editions Charles Léopold Mayer, 2014. Cf. aussi Marc Edelman, « What is a peasant? What are peasantries? A briefing paper on issues of definition », 2013.

POPULATIONS VULNÉRABLES : Le terme de « vulnérabilité » peut désigner à la fois des dommages et la propension à subir des dommages. Il a donc des significations différentes selon le contexte. Les populations et les individus peuvent être exposés à différents types de vulnérabilité (sociale, financière, politique, écologique...), qui peuvent se cumuler. Le SCCF agit aux côtés et avec ces populations vulnérables, en France comme à l'étranger : migrants, réfugiés, enfants et jeunes en errance, femmes victimes d'exploitation, minorités opprimées..

RÉSILIENCE : « L'acception récente de la résilience, repose sur l'idée qu'après une perturbation le système n'est pas marqué par un retour à l'équilibre, expression d'un comportement de résistance, mais réagit au contraire de manière souvent positive, créatrice, grâce à de multiples changements et réajustements. (...) Le terme de résilience implique donc que le système maintienne sa structure et assure sa continuité, non pas en préservant un équilibre immuable ou en revenant au même état qu'avant la perturbation, mais au contraire en intégrant des transformations en évoluant. »

Source : <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article125>

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : Il existe près de 200 définitions de cette notion... La plus communément admise est celle figurant au premier paragraphe du plan d'action du sommet mondial de l'alimentation (novembre 1996) : « La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. »

Source : <http://www.fao.org/docrep/003/w3613f/w3613f00.htm>

SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE : « Pour assurer la sécurité alimentaire dans chaque situation nationale, régionale ou locale, il existe plusieurs stratégies possibles compte tenu des contraintes locales et des « choix de société » exprimés par la population. La souveraineté alimentaire, c'est la possibilité pour une population de maîtriser les choix essentiels qui lui permettent d'assurer sa sécurité alimentaire. Ces choix portent sur les modes des productions agricoles et les façons les plus appropriées de garantir un accès à la nourriture pour tous. [L'organisation néolibérale du commerce] érode la souveraineté alimentaire des peuples en les privant des moyens d'orienter leurs systèmes agricoles et alimentaires. »

Source : <http://www.csa-be.org/spip.php?article5>

secours-catholique.org

Direction action et plaidoyer internationaux

106 rue du Bac, 75341 Paris cedex 07

01 45 49 74 81

jean.vettrano@secours-catholique.org

jeannoel.menard@secours-catholique.org

 [caritasfrance](#)  [Secours Catholique-Caritas France](#)